

israélien ont bombardé au moyen de canons de campagne de 155 mm la région de Nabatiyeh, Kfar Rumman et El-Aishiyeh. L'artillerie israélienne a également pilonné Tyr, El-Bass et Shawakeer. Le tir a continué jusqu'à 6 h 45; une femme a été blessée et de nombreuses maisons ont été détruites.

— A 7 h 20, le bombardement a repris et pendant cinq heures la région de Nabatiyeh, Habboush, Kfar Rumman, Shoukeer, Arnoun et El-Aishiyeh a constamment essuyé le feu. Trois personnes ont été blessées à Nabatiyeh et une à Kfar Rumman. Seize maisons ont été entièrement détruites. En même temps, l'artillerie lourde israélienne bombardait Tyr, le camp d'Ar-Rashidiyah et d'autres zones habitées de la région. Lorsque le feu a cessé, à 14 h 20, quatre personnes avaient trouvé la mort et deux avaient été blessées. Il se peut qu'il y ait encore d'autres victimes, les décombres de 12 maisons démolies n'ayant pas encore été déblayés.

— De 13 heures à 13 h 45, des avions à réaction israéliens ont bombardé l'orphelinat, près du village de Shoukeer, ainsi que la zone avoisinante. Au cours de ce raid, une personne a été tuée et quatre ont été blessées. En même temps, l'artillerie israélienne bombardait la région de Hasbaya, Qilya et Yuhmur. Une personne a été blessée, quatre maisons ont été détruites et les cultures ont été gravement endommagées.

— De 14 h 45 à 16 h 5, l'aviation israélienne a attaqué le château d'Arnoun, la région boisée d'Ali et-Taher, le camp de réfugiés de Nabatiyeh et le quartier Bayyad de Nabatiyeh. Deux personnes ont été blessées.

— A 20 heures, trois obus sont tombés sur la région de Youiya et ont causé des dégâts matériels.

— A 22 heures, un bâtiment de la marine israélienne a été aperçu au large de Damour, dans les eaux territoriales libanaises. D'autres vaisseaux israéliens ont également été aperçus au large du camp de

réfugiés d'Ar-Rashidiyah ainsi que de Ras el-Ain, nettement à l'intérieur des eaux territoriales libanaises. Ces bâtiments ont pénétré dans les eaux territoriales libanaises sous la couverture d'importantes formations d'hélicoptères.

2. Le jeudi 21 août :

— A 9 heures, 50 obus se sont abattus sur Arnoun et le château de Beaufort, 18 autres sur Deir A'amis et 5 sur Haddatha. Yuhmur et Kfar Tibnit ont été bombardés par intermittence jusqu'à 10 heures. D'importants dégâts matériels ont ainsi été causés.

— A 10 h 45, des obus d'artillerie ont atteint Nabatiyeh, Kfar Tibnit, Mazra'at, Ali et-Taher et l'orphelinat islamique de Shoukeer, causant la mort d'une femme et endommageant 17 maisons.

— A 11 h 30, 10 obus phosphorescents se sont abattus sur Aita el-Jabal. Il y a eu d'importants dégâts et un certain nombre d'incendies se sont déclarés. En même temps, des formations d'hélicoptères survolaient la région qui s'étend entre Marjayoun et Naqoura.

— A 13 h 45, la génératrice d'électricité qui se trouve au carrefour des routes de Kfar Rumman et Nabatiyeh a été bombardée et toute la région a été plongée dans l'obscurité. Un autre obus de 130 mm a atteint et endommagé des réservoirs d'eau, et l'approvisionnement en eau des villages de la région a été perturbé.

— A 12 h 55, des obus de 155 mm sont tombés sur Yatar, Haris, Ayta az-Zutt. Une personne a été blessée.

— A 13 h 10, le tir intermittent d'obus d'artillerie dirigé contre Nabatiyeh, Arnoun et Yuhmur a repris, et les villages, qui ont maintenant été évacués, ont subi des dégâts matériels.

— A 20 h 15, les mouvements de navires et d'hélicoptères israéliens ont repris dans les eaux territoriales et l'espace aérien libanais au large de Tyr.

DOCUMENT S/14121

Rapport présenté par le Secrétaire général en application de la résolution 460 (1979) du Conseil de sécurité concernant l'assistance au Zimbabwe

[Original : anglais]
[25 août 1980]

1. Au paragraphe 5 de sa résolution 460 (1979), adoptée le 21 décembre 1979, le Conseil de sécurité a demandé à tous les Etats Membres et aux institutions spécialisées de fournir d'urgence une assistance à la Rhodésie du Sud [Zimbabwe] et aux Etats de première ligne aux fins de leur relèvement et de faciliter le rapatriement en Rhodésie du Sud de tous les réfugiés et personnes déplacées.

2. Au paragraphe 8 de cette résolution, le Conseil de sécurité a prié le Secrétaire général de contribuer à l'application du paragraphe 5, en particulier en organisant, avec effet immédiat, toutes formes d'assistance financière, technique et matérielle à l'intention des Etats concernés afin de leur permettre de surmonter les difficultés économiques et sociales auxquelles ils se heurtent.

3. Dans la déclaration qu'il a faite au Conseil de sécurité [2181^e séance], le Secrétaire général a annoncé qu'il entamerait, en temps utile, des consultations détaillées avec le nouveau Gouvernement du Zimbabwe afin de mettre sur pied un programme efficace d'assistance financière, économique et technique en vue de répondre aux besoins immédiats et à long terme du pays et qu'il fournirait à la communauté internationale des renseignements détaillés sur l'assistance nécessaire pour répondre à la situation.

4. Lorsqu'il s'est rendu à Salisbury en avril 1980, le Secrétaire général a eu l'occasion de s'entretenir de

l'application de la résolution 460 (1979) avec M. Robert Mugabe, premier ministre du Zimbabwe.

5. A l'issue de ces discussions et conformément à la résolution 460 (1979), le Secrétaire général a pris les dispositions nécessaires pour qu'une mission se rende au Zimbabwe en mai 1980 et consulte le gouvernement sur l'assistance internationale dont il aurait besoin pour assurer le relèvement du pays et aider le Zimbabwe à surmonter ses difficultés économiques et sociales. Dans son rapport, qui figure en annexe au présent document, la mission décrit la situation économique et financière du pays et donne les grandes lignes du programme de relèvement et de développement.

ANNEXE

Rapport sur l'assistance au Zimbabwe

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Paragraphes</i>
I. — INTRODUCTION	1-9
II. — RÉSUMÉ DES PRINCIPALES CONCLUSIONS	10-19
III. — SITUATION D'ENSEMBLE	20-63
A. — Généralités	20-27
B. — Situation économique	28-32

TABLE DES MATIÈRES (suite)

	Paragrapbes
C. — Balance des paiements	33-40
D. — Finances publiques	41-49
E. — Effets de la guerre et des sanctions	50-59
F. — Perspectives pour 1980 et 1981	60-63
IV. — MESURES D'ASSISTANCE IMMÉDIATE POUR LE RETOUR ET LA RÉADAPTATION DES RÉFUGIÉS ET DES PERSONNES DÉPLACÉES	64-72
V. — BESOINS D'ASSISTANCE POUR LE RELÈVEMENT ET LE DÉVELOPPEMENT	73-162
A. — Relèvement et développement à court terme	75-153
B. — Besoins à long terme en matière de développement	154-162

APPENDICE

	Page
Liste des projets de développement	68

I. — INTRODUCTION

1. Après l'heureuse issue de la conférence de Lancaster House, qui a abouti à un accord sur la constitution d'un Zimbabwe libre et indépendant et sur les modalités d'un cessez-le-feu, le Conseil de sécurité a adopté, à sa 2181^e séance, la résolution 460 (1979). Au paragraphe 5 de cette résolution, il a demandé à tous les Etats Membres et aux institutions spécialisées de fournir d'urgence une assistance à la Rhodésie du Sud [Zimbabwe] et aux Etats de première ligne aux fins de leur relèvement et de faciliter le rapatriement en Rhodésie du Sud de tous les réfugiés et personnes déplacées. Aux termes du paragraphe 8 de cette résolution, le Secrétaire général a été prié de contribuer à organiser une assistance financière, technique et matérielle à l'intention des Etats concernés.

2. Dans la déclaration qu'il a faite le 21 décembre 1979 au Conseil de sécurité, le Secrétaire général a annoncé qu'il entamerait, en temps utile, des consultations détaillées avec le nouveau Gouvernement du Zimbabwe concernant l'application de la résolution 460 (1979) afin d'organiser un programme efficace d'assistance financière, économique et technique en vue de répondre aux besoins immédiats et à long terme du pays. Il a également assuré le Conseil qu'il fournirait à la communauté internationale des renseignements détaillés sur l'assistance nécessaire pour répondre à la situation existant au Zimbabwe.

3. Lors de sa visite à Salisbury en avril 1980, le Secrétaire général a eu l'occasion de s'entretenir de l'application de la résolution 460 (1979) avec M. Robert Mugabe, premier ministre du Zimbabwe.

4. A l'issue de ces discussions, et à titre de première étape dans l'application de la résolution 460 (1979), le Secrétaire général a pris les dispositions nécessaires pour qu'une mission de visite se rende au Zimbabwe et consulte le gouvernement sur l'assistance internationale dont il aurait besoin pour assurer le relèvement du pays et aider le Zimbabwe à surmonter ses difficultés économiques et sociales. La mission a séjourné au Zimbabwe du 19 mai au 1^{er} juin 1980; elle était dirigée par le *Coordonnateur adjoint des programmes spéciaux d'assistance économique du Bureau des questions politiques spéciales* et comprenait des représentants de l'Organisation des Nations Unies, de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, de l'Organisation internationale du Travail, de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et de la Banque mondiale.

5. Alors que la mission se trouvait au Zimbabwe, une réunion conjointe a eu lieu entre les Nations Unies (interinstitutions) et le Gouvernement zimbabwéen pour examiner les programmes et projets pouvant servir les objectifs de développement du Zimbabwe. L'objet premier de cette réunion était de mettre au point une liste de projets hautement prioritaires que le gouvernement pourrait soumettre au système des Nations Unies pour le développement et à d'autres sources, bilatérales et multilatérales, de financement. Une liste de ces projets a été publiée dans le rapport de la réunion et figure en appendice au présent rapport.

6. Les membres de la mission ont pu assister à certaines séances de la réunion interinstitutions et ont reçu toute la documentation élaborée à cette occasion par le Gouvernement zimbabwéen et les organisations et institutions spécialisées du système des Nations Unies qui y participaient. Ces documents, ainsi que l'examen des différents problèmes et programmes qui a été fait au cours de la réunion interinstitutions, se sont révélés extrêmement utiles pour les membres de la mission.

7. Le chef de la mission a été reçu par le Vice-Premier Ministre et le Ministre des affaires étrangères. Il a aussi rencontré le Ministre de la main-d'œuvre, de la planification et du développement, le Ministre des transports, des postes et des télécommunications, le Ministre de la planification et du développement économiques, le Ministre du peuplement et du développement ruraux, le Ministre des mines et des ressources énergétiques, le Vice-Ministre de l'agriculture et le Vice-Ministre des finances.

8. Les membres de la mission se sont entretenus régulièrement avec de hauts fonctionnaires de ministères ainsi que de différentes entreprises publiques et de conseils et de commissions du gouvernement.

9. La mission tient à remercier le Gouvernement zimbabwéen de sa coopération. Elle se plaît également à reconnaître la contribution importante du représentant du Programme des Nations Unies pour le développement et des fonctionnaires des organisations et institutions spécialisées du système des Nations Unies qui n'étaient pas représentées au sein de la mission mais qui ont participé à la réunion interinstitutions de Salisbury.

II. — RÉSUMÉ DES PRINCIPALES CONCLUSIONS

10. Devenu indépendant, le Zimbabwe se trouve aux prises avec des problèmes difficiles et complexes de développement. L'économie du pays se caractérise par un secteur moderne d'économie de marché qui est très développé et par un secteur rural de subsistance sérieusement compromis par l'effet combiné des déplacements de la population, de la pauvreté et des maladies.

11. La fermeture de la frontière avec la Zambie, puis avec le Mozambique, et l'intensification de la guerre ont eu des conséquences funestes pour l'économie nationale, et le produit intérieur brut, exprimé en termes réels, baisse depuis six ans. En 1979, il en était revenu à son niveau de 1965.

12. Durant pratiquement toutes ces 10 dernières années, on a enregistré un déficit important du compte courant de la balance des paiements et un déficit important et croissant des opérations financières du gouvernement. Au 30 juin 1979, la dette extérieure publique ou garantie par le gouvernement s'élevait, selon les estimations, à environ 550 millions de dollars.

13. Au cours de la période 1965-1975, l'économie du Zimbabwe a continué à se développer en dépit de la déclaration unilatérale d'indépendance et de l'application des sanctions, mais presque toutes les ressources disponibles allaient au secteur moderne. Néanmoins, même alors, l'isolement diplomatique du pays a compromis sa capacité de croissance économique à long terme.

14. Après 1975, l'économie est entrée dans une période de récession et la pénurie de devises a réduit les possibilités de réinvestissement et empêché les entrepreneurs de renouveler leur matériel et leur équipement même dans le secteur moderne. Les zones rurales se sont appauvries à mesure que la guerre s'intensifiait.

15. Aussi, au moment de l'indépendance, l'infrastructure matérielle se caractérise-t-elle par des retards considérables dans les réparations et l'entretien des équipements et par des installations et un matériel usagés et vétustes. La guerre a eu des effets dramatiques sur la population rurale.

A. — GÉNÉRALITÉS

16. Les perspectives économiques et financières pour la période suivant immédiatement l'indépendance ne sont guère encourageantes. Les projections en ce qui concerne la balance des paiements révèlent un déficit annuel en compte courant de 100 millions de dollars zimbabwéens^a et le déficit brut des transactions financières du gouvernement devrait atteindre près de 500 millions de dollars zimbabwéens.

17. A la demande du Gouvernement zimbabwéen, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a élaboré, pour une période initiale, un programme de réinstallation et de réadaptation en territoire zimbabwéen des personnes rentrant dans le pays et des personnes déplacées. Ce programme consiste en une aide de 110 millions de dollars en articles autres que des vivres et en une aide alimentaire d'environ 30 millions de dollars. Un appel international de fonds a été lancé pour ce programme le 30 avril 1980.

18. La réaction de la communauté internationale à cet appel a été encourageante : environ 19,3 millions de dollars ont été versés par l'intermédiaire du HCR et une somme de 81,5 millions de dollars a été annoncée ou effectivement versée sous forme de contribution bilatérale en dons ou prêts accordés à des conditions avantageuses. Néanmoins, l'aide alimentaire annoncée à ce jour au titre du programme reste très limitée.

19. En sus de l'assistance nécessaire pour cette première phase, une assistance internationale considérable doit être fournie pour financer les programmes de relèvement à court terme pour les trois à cinq prochaines années. On trouvera au tableau 1 un aperçu de l'assistance nécessaire.

^a La monnaie nationale est le dollar zimbabwéen. Le taux de conversion adopté dans le présent rapport est le suivant : 1 dollar zimbabwéen = 1,58 dollar des Etats-Unis.

Tableau 1

ETAT RÉCAPITULATIF DES PRINCIPAUX BESOINS
POUR LE RELÈVEMENT ET LE DÉVELOPPEMENT À COURT TERME

	<i>En millions de dollars zimbabwéens</i>
a) Derniers éléments du programme de relèvement pour la première année :	
— Aide alimentaire	17,3
— Articles autres que des vivres	1,8
b) Agriculture et services vétérinaires	104,6
c) Transports :	
— Chemins de fer	222,7
— Services de dépannage routiers	6,6
— Routes :	
— Réparation des routes principales	35,7
— Réparation des routes gravillonnées	57,6
— Programme de construction de routes dans les zones rurales	143,2
— Réparation et vérification des ponts	1,3
— Service central du matériel mécanique	55,0
— Equipement destiné aux autorités locales ..	13,5
— Aviation civile	6,5
— Voies d'eau intérieures	1,9
d) Télécommunications	15,2
e) Santé	31,8
f) Jeunes et femmes	3,7
g) Projets régionaux	5,6
h) Besoins alimentaires — maïs	190 000 tonnes

20. Le Zimbabwe est un exemple presque classique d'économie dualiste composée d'un secteur moderne très développé d'économie de marché et d'un secteur rural de subsistance. Bien que le secteur rural produise quelques cultures excédentaires et du bétail pour la vente, les envois de fonds de la main-d'œuvre migrante travaillant dans le secteur moderne constituent sa principale source de revenus extérieurs.

21. Au fil des ans, la plus grande proportion des investissements publics et privés a été consacrée à la création d'un secteur moderne. Les régions rurales dont la population augmente rapidement ont été en butte à la pauvreté et aux maladies. Le taux de mortalité infantile y est en effet estimé à près de 122 p. 1 000. Les services de santé publique sont très peu développés et deux tiers des lits d'hôpitaux existant dans les régions rurales sont fournis par les missions religieuses. L'enseignement a aussi été extrêmement négligé.

22. Du fait que beaucoup d'hommes sont employés dans d'autres secteurs et ne reviennent qu'à l'occasion des congés ou lorsqu'ils prennent leur retraite, la production dans les régions rurales est en grande partie assurée par les femmes, les enfants et les personnes âgées. Nombre de ces régions, en particulier celles qu'on nommait autrefois les terres tribales, sont surpeuplées. D'après les estimations et vu les techniques de production actuelles, ces anciennes terres tribales n'assureront la subsistance que de moins de la moitié de leur population actuelle (660 000 familles). Le surpeuplement est à l'origine de l'épuisement de vastes zones agricoles et pastorales.

23. Le recensement de population de 1969 a fait apparaître de grandes disparités d'âge et de sexe tant dans les régions rurales que dans les régions urbaines. Celles-ci accusaient un très grand excédent d'Africains célibataires dans le groupe âgé de 15 à 34 ans, et les régions rurales un déficit correspondant. Au cours des 10 dernières années, les hommes en âge de travailler ont quitté les régions rurales pour chercher un emploi dans les centres urbains, où le nombre d'emplois a pourtant sensiblement diminué, si bien que les ménages ruraux se sont progressivement appauvris. Cette situation s'est traduite par une surexploitation des zones cultivées et un appauvrissement très grave des terres.

24. En 1979, la population du Zimbabwe était d'environ 7 260 000 habitants, dont 20 p. 100 à peu près vivant dans les centres urbains et 80 p. 100 classés comme ruraux dans les estimations officielles. Toutefois, ces estimations sont fondées sur la répartition de la population entre régions rurales et urbaines au moment du dernier recensement de 1969 et ne tiennent pas compte de l'urbanisation accrue des dernières années. En fait, la population dite rurale compte probablement à l'heure actuelle 6 600 000 personnes. Très peu d'Européens vivent dans les régions rurales (moins de 7 000 ménages).

25. Les statistiques très détaillées qui ont été publiées ont trait essentiellement au secteur organisé ou moderne de l'économie. Il n'existe pratiquement aucune donnée concernant la majeure partie de la population vivant dans les zones rurales. En conséquence, la base de données actuelle indique la situation d'environ 250 000 non-Africains ainsi que des Africains employés dans le secteur moderne organisé. Bien que le nombre des Africains occupant un emploi soit substantiel (900 000 environ), la moitié d'entre eux seulement vivent avec tous les membres de leur famille, le reste représentant en fait les migrants venus des régions rurales.

26. La disparité très grande entre les revenus des ménages urbains et ceux des ménages ruraux témoigne du dualisme de l'économie. Malgré la pénurie de statistiques fiables sur la répartition des revenus, il ressort de la plupart des données estimatives publiées que le revenu moyen par habitant est au moins 20 fois plus élevé dans le secteur moderne que dans les régions rurales.

27. Même dans le secteur moderne, il existe des inégalités de revenus très marquées. L'étude sur la situation économique en 1979 (*The Economic Survey for 1979*) publiée par le gouvernement classe par secteur les données concernant l'emploi et les rémunérations. Dans le passé, il y avait des statistiques distinctes pour les Africains et les non-Africains. En se fondant sur ces statistiques dis-

Tableau 3

INVESTISSEMENTS ET ÉPARGNE PAR SECTEURS POUR CERTAINES ANNÉES
(En millions de dollars zimbabwéens et en pourcentage)

	1970		1974		1978	
	Valeur (%)		Valeur (%)		Valeur (%)	
<i>Origine des investissements</i>						
Secteur privé	26	(12)	49	(9)	27	(7)
Sociétés	77	(34)	182	(35)	129	(34)
Gouvernement	40	(18)	96	(18)	107	(28)
Sociétés publiques	24	(11)	78	(15)	45	(12)
Divers ^a	10	(4)	- 12	(- 2)	- 1	-
Augmentation des stocks	47	(21)	128	(25)	73	(19)
<i>Total des investissements = épargne</i>	<u>224</u>	<u>(100)</u>	<u>521</u>	<u>(100)</u>	<u>380</u>	<u>(100)</u>
<i>Épargne</i>						
Secteur privé ^a	42	(19)	78	(15)	213	(56)
Sociétés	118	(53)	231	(44)	164	(43)
Gouvernement	24	(11)	48	(10)	-122	(-32)
Sociétés publiques	16	(6)	52	(10)	74	(19)
Autre épargne intérieure	11	(5)	32	(6)	63	(17)
Emprunts nets à l'étranger	13	(6)	80	(15)	- 12	(- 3)

Source. — National Accounts, 1978.

^a Y compris les écarts statistiques.

Tableau 4

ZIMBABWE — RÉCAPITULATION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS, 1975-1980^a
(En millions de dollars zimbabwéens)

	1970	1975	1976	1977	1978	1979
<i>Balance commerciale</i>	<u>24</u>	<u>32</u>	<u>155</u>	<u>132</u>	<u>178</u>	<u>113</u>
Exportations f.o.b.	266	514	563	546	614	698
Importations f.o.b.	242	482	408	414	436	585
<i>Services (net)</i>	<u>- 34</u>	<u>-134</u>	<u>-132</u>	<u>-141</u>	<u>-150</u>	<u>-177</u>
<i>Transferts sans contrepartie (net)</i>	<u>- 3</u>	<u>- 26</u>	<u>- 23</u>	<u>- 15</u>	<u>- 16</u>	<u>- 19</u>
<i>Solde du compte courant</i>	<u>- 13</u>	<u>-128</u>	<u>—</u>	<u>- 24</u>	<u>12</u>	<u>- 83</u>
<i>Capital (net)</i>	<u>18</u>	<u>85</u>	<u>+ 14</u>	<u>9</u>	<u>77</u>	<u>82</u>
Gouvernement	1	- 6	- 4	7	68	118
Divers	17	89	+ 18	16	9	- 36
<i>Solde global</i>	<u>5</u>	<u>- 43</u>	<u>+ 14</u>	<u>- 15</u>	<u>89</u>	<u>1</u>

Source. — Estimations de la mission.

^a Les totaux peuvent ne pas être corrects du fait que les chiffres ont été arrondis.

entre 1964 et 1979 sur la base d'estimations approximatives. Il ressort de ces données qu'au cours de la période postérieure à la déclaration unilatérale d'indépendance l'augmentation de la part relative des exportations du secteur minier (y compris les minéraux traités) a été le fait nouveau le plus marquant. D'après les données estimatives pour 1979, on constate une baisse relative de la part des exportations agricoles, ce qui est probablement dû à la sécheresse survenue en 1978 et en 1979.

38. Il ressort des tableaux 5 et 6 qu'après la déclaration unilatérale d'indépendance la valeur réelle des exportations s'est maintenue et a même augmenté, malgré l'application des sanctions internationales. D'après les chiffres du tableau 6, la structure des

exportations semble avoir été délibérément modifiée en faveur de produits difficiles à identifier ou analogues aux produits d'exportation des pays voisins (exportations liées aux activités minières et produits agricoles tels que maïs, sucre, viande de bœuf et coton). La stagnation des exportations de produits traités autres que ceux du secteur minier est probablement liée aux substitutions opérées dans les importations, conformément aux mesures rigoureuses prises pendant la période des sanctions.

39. En ce qui concerne les futures réserves en devises du Zimbabwe, l'un des éléments importants consiste à déterminer dans quelle mesure les moyens utilisés pour tourner les sanctions ont contribué à une baisse des prix des produits exportés et à une

Tableau 5

RÉCAPITULATION DES INDICES DU VOLUME, DU VOLUME UNITAIRE
ET DES TERMES DE L'ÉCHANGE POUR CERTAINES ANNÉES

(1964 = 100)

Année	Indice du volume		Indice du volume unitaire		Termes de l'échange
	Importations	Exportations	Importations	Exportations	
1965	107	113	104	104	100
1970	91	94	119	102	86
1974	115	123	177	149	84
1975	109	115	195	160	82
1979	67	118	379	212	56

Source. — *Monthly Digest of Statistics*, avril 1980.

Tableau 6

ZIMBABWE — COMPOSITION ESTIMATIVE DES EXPORTATIONS POUR CERTAINES ANNÉES

(En millions de dollars zimbabwéens et en pourcentage)

	1964		1970		1975		1979	
	Valeur	(%)	Valeur	(%)	Valeur	(%)	Valeur	(%)
Produits agricoles ^a	111	(45)	90	(35)	227	(46)	258	(38)
Produits miniers ^b	78	(32)	125	(48)	210	(42)	339	(50)
Articles manufacturés	37	(15)	32	(12)	49	(10)	43	(6)
Divers	18	(8)	11	(5)	20	(2)	39	(6)
TOTAL	244	(100)	258	(100)	506	(100)	679	(100)

Source. — Estimations de la mission fondées sur des entretiens avec des fonctionnaires ainsi que sur diverses statistiques de la production et des transports.

^a Aliments et graisses plus produits agricoles non comestibles (tabac, coton, produits de la sylviculture, etc.).

^b Matières premières et minéraux, or et produits miniers traités — principalement métaux non fabriqués. La plupart de ces produits pourraient être classés dans la production d'articles manufacturés.

hausse des prix des produits importés. Bien qu'il soit difficile d'évaluer exactement les effets des sanctions sur les termes de l'échange jusqu'en 1979, une comparaison des prix des produits importés et exportés avec les prix mondiaux amène à conclure que les sanctions n'ont pas eu d'effets particulièrement marqués sur les recettes d'exportation ou sur le coût des importations. La mission estime que les recettes d'exportation auront pu augmenter tout au plus de 5 p. 100 et que le coût des importations aura pu diminuer d'autant. Bien que ces chiffres soient approximatifs, on peut en conclure que la levée des sanctions internationales n'améliorera pas sensiblement les termes de l'échange du Zimbabwe.

40. La chute récente du PIB semble directement liée à la diminution de la valeur réelle des importations et à la modification de leur structure résultant de la hausse des prix du pétrole ainsi que de l'économie de guerre. Cette situation a créé une pénurie de produits intermédiaires importés pour les besoins des industries de transformation, d'où une sous-utilisation de la capacité de production. En fait, le volume des produits intermédiaires importés autres que le pétrole ne représentait probablement en 1979 que la moitié du volume de 1964. En gros, on peut dire que les produits pétroliers constituent actuellement près de 30 p. 100 des importations.

D. — FINANCES PUBLIQUES

41. Les recettes totales de l'administration centrale^b au cours des années 1970 ont augmenté rapidement, au taux annuel moyen

^b Les recettes des administrations locales, à l'exclusion des transferts, sont estimées à environ 30 millions de dollars zimbabwéens depuis 1974. Les dépenses (dépenses renouvelables et dépenses d'équipement) étaient d'environ 85 millions de dollars zimbabwéens en 1974 et de 105 millions en 1978, ce qui représente respectivement environ 21 et 13 p. 100 des dépenses de l'administration centrale, sans compter les prêts.

de 13 p. 100 environ, soit plus rapidement que le PIB aux prix courants. En général, les impôts directs ont représenté environ 45 p. 100 des recettes (tableau 7), les impôts indirects 33 p. 100 et les autres sources de recettes 22 p. 100. L'élasticité moyenne des impôts directs et indirects est considérable (probablement environ 1,3), mais le recouvrement des droits de douane est resté stationnaire (tableau 7). Les taux^c d'imposition directe sont relativement faibles si on les compare aux autres pays africains, notamment dans le cas des particuliers, où le taux marginal le plus élevé (45 p. 100) ne s'applique qu'à partir des revenus entrant dans la tranche de 15 000 à 17 000 dollars zimbabwéens. Le taux d'imposition sur les sociétés est de 45 p. 100. Les droits de douane ne sont plus guère productifs de recettes ou de protection puisqu'ils n'ont représenté que 4 p. 100 de la valeur f.o.b. des importations en 1979.

42. Il ressort du tableau 7 que les dépenses renouvelables et les transferts ont augmenté encore plus rapidement que les recettes, à un taux annuel moyen d'environ 20 p. 100. Depuis l'exercice 1976/77, les finances publiques accusent un déficit considérable.

43. Dans l'ensemble, les transactions du gouvernement ont pris de plus en plus d'importance. Au début des années 70, le total des dépenses gouvernementales (plus les prêts) représentait environ 19 p. 100 du PIB. Toutefois, pour l'exercice 1979/80, ces dépenses représenteront probablement presque 40 p. 100 du PIB estimatif. En outre, le déficit projeté pour 1979/80 représente environ 16 p. 100 du PIB, chiffre qui dépasse de beaucoup celui des années précédentes de cette décennie. Il semble que le gouvernement n'ait pas eu fréquemment recours aux emprunts étrangers pour financer le déficit budgétaire au cours des années 70.

^c Il y a toutefois une surtaxe de 10 p. 100 sur le taux d'imposition des particuliers et des sociétés.

Tableau 7

OPÉRATIONS FINANCIÈRES DE L'ADMINISTRATION CENTRALE
(En millions de dollars zimbabwéens pour l'exercice prenant fin le 30 juin)

	1971/72	1976/77	1977/78	1978/79	1979/80
Recettes	242	531	610	580	674
Impôt sur le revenu	(104)	(280)	(288)	(261)	(316)
Impôts indirects	(52)	(137)	(172)	(183)	(212)
Droits de douane	(26)	(24)	(23)	(22)	(22)
Dépenses	250	662	780	881	1 100
Dépenses renouvelables	(141)	(311)	(411)	(482)	(643)
Transferts	(87)	(212)	(274)	(324)	(348)
Capital	(22)	(68)	(60)	(54)	(66)
Déficit brut ^a	6	131	170	302	426
Financement extérieur	—	—	70	129	162

Source. — Données fournies par le Bureau central de statistique et des fonctionnaires du Trésor.
^a Y compris le remboursement de prêts et d'investissements à long terme.

Tableau 8

VENTILATION DES DÉPENSES DE L'ADMINISTRATION CENTRALE POUR CERTAINES ANNÉES
(En millions de dollars zimbabwéens et en pourcentage)

	1970		1974		1979	
	Valeur	(%)	Valeur	(%)	Valeur	(%)
Dépenses générales d'administration et défense (dont défense et sécurité intérieure)	64	30	124	31	400	46
	(38)	(18)	(73)	(18)	(300)	(34)
Enseignement et santé }	55	25	90	23	165	19
Services sociaux et loisirs }			11	3	42	5
Logement et communes }			4	1	5	0,5
Services économiques	50	24	116	29	168	19
Pensions	8	4	13	3	28	3
Dettes publiques	28	13	36	9	63	7
Divers	8	4	4	1	4	0,5
TOTAL	213	100	398	100	875	100

Source. — *Economic Surveys et National Accounts*, divers numéros.

44. La ventilation des dépenses gouvernementales (voir tableau 8) s'est modifiée à mesure que le gouvernement consacrait de plus en plus de fonds publics à l'effort de guerre. Les dépenses consacrées à la défense et à la sécurité intérieure (principalement la police) ont augmenté à un taux extrêmement rapide entre 1974 et 1979 (les dépenses consacrées à la défense de 38 p. 100 par an environ et celles consacrées à la sécurité intérieure de 21 p. 100). En conséquence, la défense et la sécurité intérieure intervenaient pour 34 p. 100 dans les dépenses totales de l'administration centrale en 1979. Les dépenses consacrées aux services sociaux (enseignement, santé et logement) n'ont diminué que légèrement en termes relatifs. Les dépenses consacrées aux services économiques, surtout à l'agriculture, au commerce et à l'industrie, indiquent une réduction relative considérable. Les subventions directes au secteur agricole se sont élevées en moyenne à environ 60 millions de dollars zimbabwéens par an.

Dettes publiques

45. Au 30 juin 1979, le total de la dette publique atteignait presque 1,3 milliard de dollars zimbabwéens, soit environ 50 p. 100 du PIB pour un an. Il ressort des données publiées que, sur l'ensemble

de la dette, la dette extérieure ne représente qu'environ 100 millions de dollars zimbabwéens. Toutefois, le chiffre indiqué pour les emprunts extérieurs dans la balance des paiements et les comptes financiers ne correspond pas à celui de la dette extérieure. En outre, le gouvernement a accumulé des arriérés dans ses paiements internationaux en bloquant les envois de fonds et en retardant le service de certaines dettes extérieures. Au total, la dette publique extérieure s'élève probablement à 350 millions de dollars zimbabwéens. Si l'on y ajoute une dette extérieure garantie par le gouvernement d'environ 15 millions de dollars zimbabwéens, le total estimatif de la dette publique et garantie serait d'environ 365 millions de dollars zimbabwéens ou 550 millions de dollars des États-Unis.

Monnaie et prix

46. La masse monétaire, au sens large du terme^d, augmente d'environ 13 p. 100 par an depuis 1969, avec une faible variation du

^d La monnaie fiduciaire en circulation plus les dépôts à vue plus les dépôts à terme.

taux d'augmentation. La composition de cette masse monétaire n'a guère changé jusqu'en 1974; par la suite, il y a eu une augmentation notable du volume des dépôts à terme par rapport à la monnaie en circulation et aux dépôts à vue. Toutefois, en 1979, il y a eu une augmentation relative des dépôts à vue. Bien que les statistiques monétaires publiées comportent de graves lacunes, il semble que l'augmentation de la masse monétaire, notamment depuis 1974, soit surtout due à l'accroissement des emprunts gouvernementaux auprès du système bancaire. Le surplus de liquidité dans le secteur bancaire augmente depuis 1974. Même après le relèvement imposé des réserves en 1979, ces excédents de liquidité ont atteint près de 200 millions de dollars zimbabwéens, soit 18 p. 100 de la masse monétaire (au sens large) à la fin de l'année. L'inflation, mesurée aux hausses des indices des prix à la consommation, a augmenté assez régulièrement au cours des années 1970 et se situe actuellement entre 11 et 13 p. 100 par an, ce qui correspond plus au moins aux taux internationaux.

47. Les augmentations de la base monétaire n'ont probablement pas beaucoup influé sur l'inflation. La demande de prêts de la part du secteur privé a été faible et le taux d'intérêt général pour les prêts est d'environ 8 p. 100, ce qui est nettement inférieur au taux actuel d'inflation. A partir de 1974, la vitesse de circulation de la monnaie (encore une fois au sens large) a beaucoup diminué (de 3,1 à 2,6).

48. A l'heure actuelle, compte tenu du surplus de liquidité dans le système bancaire et de la faible vitesse de circulation de la monnaie, il existe un potentiel considérable d'inflation induite par la demande.

49. Toutefois, les prix sont généralement contrôlés. Les prix de la plupart des denrées alimentaires (céréales, viande de bœuf, pain, sucre, produits laitiers et bière, mais pas les légumes), de nombreux facteurs de production (ciment, pétrole et engrais) et de plusieurs services intermédiaires (transports ferroviaires et routiers et électricité) sont contrôlés directement. Beaucoup d'autres prix sont contrôlés par la limitation des marges bénéficiaires. En général, seuls les prix des services sont déterminés par la demande.

E. — EFFETS DE LA GUERRE ET DES SANCTIONS

50. De 1965 à 1975, l'économie du Zimbabwe a continué à se développer malgré la déclaration unilatérale d'indépendance et l'application des sanctions. Le gouvernement a consacré la quasi-totalité des ressources dont il disposait au secteur commercial moderne. Toutefois, l'isolement international a eu un effet sur le potentiel de croissance à long terme de l'économie. La diminution des investissements privés étrangers, l'impossibilité pour le gouvernement de se procurer des capitaux étrangers pour son programme d'investissements et enfin les effets des sanctions ont entraîné une pénurie critique de devises. La plupart des investissements disponibles ont été utilisés pour les industries de substitution aux importations. La production du tabac a diminué à mesure que l'agriculture commerciale s'est tournée vers d'autres produits. Ainsi, en 1974, la production de blé suffisait presque à répondre aux besoins du pays, mais à un coût considérable. Entre 1965 et 1974, la production du bétail et du lait a doublé, celle du maïs a sextuplé, celle des arachides a quadruplé, celle du thé a triplé et celle du sucre a doublé. La production de coton et de graines de soja a aussi substantiellement augmenté.

51. Toutefois, après 1975, l'économie est entrée dans une phase de récession et les effets de la fermeture des frontières et de l'escalade de la guerre ont commencé à se faire pleinement sentir. Les subventions à l'agriculture commerciale ont augmenté. Le réseau ferroviaire a commencé à accuser un déficit d'exploitation plus important. La fermeture de la frontière avec le Mozambique a obligé le pays à acheminer ses importations et ses exportations par les routes plus longues et plus coûteuses du Sud. En raison du manque de devises, les dépenses consacrées à l'importation de matériel ont été contrôlées de très près, et il a fallu faire de plus grands efforts pour entretenir et réparer le matériel usé et vétuste. De ce fait, et malgré une utilisation de la majorité des investissements disponibles axée sur la préservation du secteur moderne, le Zimbabwe s'est retrouvé à l'indépendance en possession d'une infrastructure matérielle endommagée et mal entretenue et d'un parc industriel usagé et vétuste. Tel est le cas du secteur public aussi bien que du secteur privé, notamment les transports, les communications, les industries manufacturières et le génie civil.

52. Etant donné qu'une proportion considérable du secteur moderne appartient à des intérêts privés, il n'est pas possible à l'heure actuelle d'évaluer les investissements nécessaires pour l'ensemble de l'économie. Toutefois, il est clair que des investissements considérables dans l'infrastructure publique de base seront nécessaires si l'on veut que l'économie du Zimbabwe se développe.

53. Les effets de la guerre sur la population rurale ont été dramatiques. Plus de 1 000 écoles primaires ont été fermées dans les zones rurales en raison de l'insécurité et de nombreuses classes ont été boycottées. Selon l'*Economic Review of Zimbabwe, 1979*, il existe maintenant presque toute une génération d'adultes qui étaient âgés de 6 à 12 ans au début de la guerre et qui n'ont eu ni éducation primaire ni éducation secondaire.

54. La guerre a également rendu inopérantes les structures administratives habituelles, tels les conseils des districts et des communautés installés dans les zones rurales. En 1976, le gouvernement a entrepris un programme de "villages protégés" et, en 1979, près de 600 000 personnes avaient été déplacées de leurs foyers dans ces centres. Ce programme a réduit la production dans les anciennes terres tribales et désorganisé les services de vulgarisation agricole, les travaux publics et autres services sociaux. Les services d'enseignement et de santé ont été considérablement réduits et, circonstance aggravante pour la population rurale, le pays a souffert de la sécheresse en 1978/79 et 1979/80 lors des campagnes de production céréalière.

55. L'interruption des mesures de lutte contre les maladies animales a eu des conséquences particulièrement graves. A mesure que la guerre s'intensifiait dans les régions frontalières, de graves épidémies de maladies transmises par la tique et de fièvre aphteuse ont éclaté. Les mesures de lutte contre la mouche tsé-tsé se sont relâchées. On estime que plus d'un million de têtes de bétail ont été décimées dans les anciennes terres tribales, ce qui représente environ 30 p. 100 du cheptel dans ces régions. Ces pertes ont eu des incidences sur les autres activités agricoles étant donné que le bétail constitue la source principale de puissance de traction ainsi qu'une ressource d'appoint considérable dont la communauté rurale se sert pour augmenter ses revenus en période difficile. Les attaques de maladies transmises par la mouche tsé-tsé et de fièvre aphteuse ont entraîné un taux de morbidité élevé chez le bétail, ce qui a gravement réduit sa productivité. Le bétail touché n'a pu être utilisé pour les labours ni être vendu. Il faudra un certain temps pour surmonter les graves effets à long terme de l'interruption des mesures de lutte contre les maladies animales sur la productivité rurale. Il y a également un risque considérable que ces maladies ne s'étendent aux zones qui en étaient jusque-là exemptes ainsi qu'aux Etats avoisinants de Zambie, du Botswana et du Mozambique, à moins que des mesures ne soient prises pour lutter contre elles.

56. Les effets de la guerre se sont traduits par des achats de bétail originaire des anciennes terres tribales par la Commission des entrepôts frigorifiques. En 1975-76, la Commission a acheté 49 168 têtes de bétail. En 1976/77, ce chiffre était tombé à 29 888. En 1977/78, il était de 20 860 et, en 1978/79, de 12 217 seulement, ce qui ne représentait qu'un quart environ du chiffre des achats quatre ans auparavant.

Résumé

57. Dans ce contexte, le Zimbabwe devenu indépendant se heurte à des problèmes de développement extrêmement graves. On s'est trop longtemps désintéressé des zones rurales, ce qui s'explique par des facteurs historiques et politiques, et il convient maintenant d'accorder la priorité à des programmes intégrés de développement rural. Il est d'autant plus nécessaire de consacrer des ressources considérables aux zones rurales que la guerre a eu sur ces régions des effets désastreux et que les ressources ont été détournées vers la défense et la sécurité intérieure. Parallèlement, les investissements dans le secteur moderne sont restés bien en deçà des besoins de remplacement, et l'on a négligé de faire dans ce secteur des investissements de grande ampleur en vue d'un développement économique à long terme. Ce type d'investissements ne devient en général productif qu'à longue échéance et, si l'on ne cherche pas à développer et rendre fiable l'infrastructure économique de base du secteur moderne, le pays va au-devant de graves goulets d'étranglement dans les trois ou quatre années à venir, ce qui risque de compromettre toute action en faveur du développement rural.

Tableau 9

PROJECTIONS ÉCONOMIQUES POUR 1980 ET 1981

(En millions de dollars zimbabwéens)

	1979 (chiffres préliminaires)	1980 (projections)	1981 (projections)
PIB	2 627	2 730	2 865
Exportations (f.o.b.)	698	977	1 197
Importations (f.o.b.)	585	907	1 047
Déficit du compte courant	83	97	100

Source. — Etat budgétaire du 24 juillet 1980.

58. Le secteur moderne lui-même est caractérisé par un dualisme prononcé. Il ressort d'une évaluation approximative que les non-Africains gagnent 10 fois plus que les Africains. En outre, le chômage a beaucoup augmenté dans les centres urbains, en même temps que se développait un secteur parallèle, et les services de logement et autres services sociaux sont très en retard. Avec la suppression des restrictions qui empêchaient les familles et les personnes à charge de rejoindre les salariés travaillant dans le secteur commercial, la demande de logements, de services d'enseignement, de services de santé et d'autres services augmentera sans doute considérablement dans les centres urbains. Étant donné que beaucoup d'habitants pauvres des zones urbaines vivent dans une misère comparable à celle des populations rurales pauvres dans les anciennes terres tribales, il faudra allouer des ressources importantes pour résoudre ces problèmes urbains.

59. La mission a divisé les besoins du Zimbabwe en matière de reconstruction et de développement en trois catégories : une période initiale visant à répondre aux besoins immédiats liés à la réinstallation et à la réadaptation des réfugiés et des personnes déplacées; les projets à court terme en matière de reconstruction et de réadaptation; les projets de développement à long terme du Zimbabwe, portant, par exemple, sur le renforcement de l'infrastructure de base.

F. — PERSPECTIVES POUR 1980 ET 1981

60. Les choses étant ce qu'elles sont au Zimbabwe, toute prévision économique et financière est nécessairement aléatoire. On trouvera au tableau 9 les projections gouvernementales relatives au PIB, aux exportations, aux importations et au compte courant de la balance des paiements pour 1980 et 1981. Il convient de noter que le gouvernement prévoit une augmentation notable du déficit du compte courant en 1980 par rapport aux chiffres préliminaires de 1979, et un déficit encore plus important en 1981. Les projections indiquent une augmentation substantielle des importations destinées à doter le secteur industriel des biens d'investissement et des biens intermédiaires dont il a besoin pour utiliser une partie de sa capacité excédentaire. Il faut souligner qu'en l'absence d'une augmentation considérable des importations il est peu probable que le PIB projeté sera atteint.

61. Le gouvernement prévoit également une augmentation sensible des recettes d'exportation en 1980 et 1981. Bien que ces projections tiennent compte des changements de prix prévus, la mission pense qu'il sera difficile d'atteindre le niveau d'exportation projeté. Elle se demande en particulier si le réseau des transports pourra acheminer le volume d'importations et d'exportations prévu dans les projections.

62. Les projections financières du gouvernement pour 1980 et 1981 (voir tableau 10) indiquent une augmentation du déficit brut par rapport aux chiffres indiqués pour l'exercice 1979/80. Il convient de souligner que les prévisions pour 1980/81 indiquent des dépenses en capital de 376 millions de dollars zimbabwéens seulement. Les recettes comprennent un chiffre faible mais néanmoins notable correspondant à la récupération de capital. Le gouvernement doit donc faire face à un déficit budgétaire d'environ 120 millions de dollars zimbabwéens. À certains égards, ce déficit peut être plus difficile à combler que celui du compte courant des transactions internationales du Zimbabwe, d'où l'importance des programmes d'aide internationale visant à couvrir les dépenses locales pendant la période de reconstruction.

Tableau 10

PROJECTIONS FINANCIÈRES

(En millions de dollars zimbabwéens)

	1979/80		1980/81
	Budget	Chiffres effectifs	Budget
Recettes du gouvernement	628	687	863
Dépenses du gouvernement	1 082	1 162	1 440 ^a
Déficit brut	454	475	486

Source. — Etat budgétaire du 24 juillet 1980.

^a Dont un montant de 376 millions de dollars zimbabwéens prévu pour des dépenses en capital.

63. Les estimations pour la période 1980/81 ne comprennent pas les dépenses consacrées aux secours immédiats et au relèvement économique, dans le cadre du programme élaboré par le HCR, étant donné que ce programme est financé par un fonds statutaire extra-budgétaire.

IV. — MESURES D'ASSISTANCE IMMÉDIATE POUR LE RETOUR ET LA RÉADAPTATION DES RÉFUGIÉS ET DES PERSONNES DÉPLACÉES

64. Le 25 mars 1980, le Secrétaire général a reçu une lettre du premier ministre Robert Mugabe au sujet du problème urgent que constitue le rapatriement des Zimbabwéens du Botswana, du Mozambique et de la Zambie. Le Premier Ministre a également fait allusion au grand nombre de personnes qui ont été déplacées au cours des hostilités et regroupées à l'intérieur du Zimbabwe dans ce qu'on a appelé des "villages protégés". Il a signalé que des éléments essentiels de l'infrastructure (routes, établissements sanitaires, écoles) avaient été détruits sur l'ensemble du territoire et devaient être reconstruits en priorité.

65. Le Premier Ministre a demandé que le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés soit chargé, en raison de sa longue expérience et de son rôle passé, de coordonner pendant une période initiale un programme d'assistance humanitaire des Nations Unies axé sur la réinstallation et la réadaptation des réfugiés et des personnes déplacées.

66. Le HCR a mis sur pied, après avoir consulté le Gouvernement zimbabwéen, un programme de réinstallation et de réadaptation des rapatriés et des personnes déplacées à l'intérieur du pays.

67. On a estimé que le nombre des réfugiés rentrés au Zimbabwe, des populations rurales déplacées et des "squatters" installés dans les villes dépasse au total 1 million de personnes et qu'il faudrait prévoir à leur intention toute une série de mesures d'assistance pour leur permettre de se réinstaller dans leur région d'origine.

68. Le programme comporte deux éléments principaux. L'élément de réinstallation prévoit le transport des réfugiés et des personnes déplacées jusqu'à la destination de leur choix ainsi qu'une aide à la reconstruction et au rééquipement de leurs habitations. En outre, on envisage des installations spéciales pour les orphelins, les handicapés et les personnes âgées. La réinstallation comprend aussi la fourniture de semences, d'outils et d'engrais ainsi qu'un programme de formation générale pour permettre à la population de tirer profit de l'assistance fournie. Un aspect important de cet élément consiste à fournir des tracteurs aux régions du pays où les bœufs, principal moyen de traction, ont été décimés par les maladies et par la guerre. Au titre de la réinstallation, on prévoit également des projets de remise en état des systèmes d'irrigation dans les campagnes.

69. La reconstruction des zones rurales où les réfugiés et les personnes déplacées ont été installés constitue le second élément majeur du programme. Il englobe la remise en fonctionnement des services de santé, de l'enseignement et des installations de distribution d'eau ainsi qu'un programme d'entretien et de réparation des routes.

70. Le coût du programme pour le retour et la réadaptation des réfugiés et des personnes déplacées est estimé, pour la période initiale d'un an, à 110 millions de dollars en ce qui concerne les biens non alimentaires et à environ 30 millions de dollars en ce qui concerne l'aide alimentaire. Un appel international a été lancé le 13 avril 1980 pour réunir les fonds nécessaires au programme.

RÉPONSE À L'APPEL LANCÉ PAR LE HAUT COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS

71. La réaction de la communauté internationale à l'appel qui lui était adressé a été encourageante. Environ 19,3 millions de dollars ont été rassemblés pour le programme par l'intermédiaire du HCR^e, plus 1,3 million de dollars¹ destinés à fournir une assistance élargie dans le domaine de la santé animale.

72. En outre, des contributions se montant au total à 81,5 millions de dollars ont été annoncées ou versées sous forme de dons ou de prêts souples bilatéraux. Les principaux donateurs ont été la Communauté économique européenne (5,5 millions de dollars), la République fédérale d'Allemagne (29,3 millions de dollars), les États-Unis (15 millions de dollars), le Royaume-Uni (16,2 millions de dollars), les Pays-Bas (8 millions de dollars), le Japon (2,2 millions de dollars), la Suède (2,4 millions de dollars), l'Australie (1,6 million de dollars) et le Danemark (1,7 million de dollars). Le Gouvernement zimbabwéen a fourni sur ses propres ressources 7,8 millions de dollars pour le programme. Toutefois, jusqu'à présent, peu d'engagements ont été pris en ce qui concerne l'aide alimentaire, si ce n'est 3 000 tonnes de lait écrémé en poudre qui seront expédiées par la Communauté économique européenne.

V. — BESOINS D'ASSISTANCE POUR LE RELÈVEMENT ET LE DÉVELOPPEMENT

73. Le Zimbabwe est indépendant depuis trop peu de temps pour que le gouvernement ait pu élaborer des plans de développement intégré. Les besoins immédiats en ce qui concerne le retour et la réadaptation des réfugiés et des personnes déplacées pendant une période initiale ont été couverts par l'appel lancé par le HCR. La mission s'est donc surtout attachée aux programmes de relèvement à court terme au-delà de cette première année, mais elle a aussi relevé certains besoins d'assistance liés au développement à long terme de l'économie. En ce qui concerne ces projets de développement à long terme, seuls ont trouvé place au programme les activités et les secteurs qui méritent de retenir l'attention dès le départ sous peine de compromettre le développement à long terme.

74. L'aide à court terme qui sera nécessaire au relèvement pendant les deux à trois prochaines années devra être appliquée aux secteurs de l'agriculture et de l'élevage, aux transports, aux communications, à l'électricité et à la santé. De plus, des projets axés sur les problèmes spécifiques des femmes et des jeunes ont été prévus. Le retour à une situation normale dans la région implique également que soient mis en œuvre d'urgence certains projets régionaux déjà identifiés. Les besoins pour ce qui est du développement à long terme concernent l'infrastructure économique de base.

A. — RELÈVEMENT ET DÉVELOPPEMENT À COURT TERME

1. Secteurs de l'agriculture et de l'élevage

Situation générale

75. Le secteur agricole du Zimbabwe se compose de trois principaux groupes de producteurs. Les données pour l'année 1978 indiquaient 6 200 agriculteurs européens employant environ 350 000 Africains, 8 500 "nouveaux" agriculteurs dans ce qui a été appelé les terres réservées aux acheteurs noirs et quelque 660 000 familles d'agriculteurs dans les anciennes terres tribales.

76. De 1965 à 1976, il s'est produit une rapide croissance de la production agricole ainsi qu'une diversification de la production. A

la suite des sanctions, les agriculteurs européens ont abandonné la culture du tabac pour la production du coton et des céréales et l'élevage. Les producteurs africains ont eu tendance à abandonner la production vivrière pour des cultures marchandes telles que le coton et l'arachide. Au cours des trois dernières années, le nombre d'agriculteurs européens a diminué et la production des agriculteurs africains s'est trouvée désorganisée; d'autre part, la sécheresse qui a sévi pendant deux ans a nui aux récoltes sur l'ensemble du territoire. En outre, la politique de création de "villages protégés" inaugurée en 1976 a eu des conséquences importantes sur la production agricole des Africains.

77. D'une façon générale, le secteur africain rural, et notamment les anciennes terres tribales, a été trop longtemps négligé. Les moyens de commercialisation et de crédit sont insuffisants ou inexistants, les routes peu nombreuses et les services de vulgarisation rudimentaires. De nombreuses régions manquent de bonnes terres et sont surpeuplées. La réduction du nombre d'emplois dans les villes et les conséquences de la guerre sur la production, la santé animale et les services sociaux ont accru les difficultés auxquelles se heurtent les pauvres des régions rurales. Il faut donc améliorer d'urgence les conditions de vie qui existent dans ces zones.

78. Le Gouvernement zimbabwéen a l'intention d'élaborer et d'exécuter un nouveau programme original de développement rural intégré à long terme destiné aux personnes vivant sur les anciennes terres tribales. Ce programme consistera à libérer des terres supplémentaires et de meilleure qualité, à fournir des moyens de commercialisation et de crédit, à renforcer les services de vulgarisation et à assurer la fourniture en quantité suffisante de facteurs de production tels que les semences et les engrais. Dans le même temps, une politique des prix et des salaires favorable à la production agricole dans les anciennes terres tribales devra être mise en place et les services sociaux et autres éléments d'infrastructure devront être rénovés et étendus à l'ensemble des régions rurales.

79. Le programme mis au point par le HCR prévoit pour le relèvement et la reconstruction des zones rurales un certain nombre de mesures d'application immédiate : en gros, quelque 42 millions de dollars destinés à l'acquisition d'engrais, de semences et de tracteurs, aux bains antiparasitaires, aux systèmes d'irrigation et aux services de vulgarisation. Cependant, le programme a simplement un objectif humanitaire qui est de répondre pour une période initiale aux besoins de réinstallation et de réadaptation des rapatriés et des personnes déplacées au Zimbabwe. D'autres mesures à court terme devront également être prises pour répondre aux besoins importants de reconstruction et de relèvement du secteur agricole au cours des deux années suivantes en attendant la mise au point et la mise à exécution d'un programme important de développement rural intégré.

80. Du fait que le programme de dépenses du gouvernement pour l'exercice 1980/81 se fonde en grande partie sur les recettes fiscales escomptées et sur des emprunts intérieurs, il n'y est pas tenu compte du financement du programme de reconstruction rural pour lequel une assistance internationale supplémentaire sera nécessaire. Cependant, en raison du caractère urgent du développement rural, 25 millions de dollars zimbabwéens ont été fournis pour l'achat et la mise en valeur de terres. Ainsi, des dispositions ont été prises pour étendre les projets de peuplement à Chesumbanji et Middle Sabi et pour mettre en place de petites exploitations agricoles à Copper Queen, Moyo, Tokwe, Mukorsi et Tshovane. Des programmes de développement seront également exécutés dans les domaines d'Antelope, Pungwe Valley et Tshotsholo Tlicor. On a prévu aussi des recherches concernant l'emplacement du futur barrage du Condo.

81. La mission a réparti les besoins immédiats en matière de reconstruction (c'est-à-dire s'étendant sur les deux ou trois prochaines années) en une série de programmes concernant l'eau et l'irrigation, l'infrastructure rurale, le matériel, la formation, la santé animale et la lutte contre les maladies des animaux. Ces besoins sont spécifiés au tableau 11. En résumé, il faudra disposer d'environ 104,6 millions de dollars zimbabwéens pour réaliser la reconstruction et le relèvement des secteurs de l'agriculture et de l'élevage au cours des deux prochaines années, en sus des besoins couverts par le programme d'assistance immédiate établi par le HCR et par les projets de développement dans les prévisions de dépenses du gouvernement pour l'exercice 1980/81.

^e Les principaux donateurs ont été l'Arabie saoudite (5 millions de dollars), la Suède (1,4 million de dollars), la Norvège (1,9 million de dollars), le Danemark (0,9 million de dollars) et la Communauté économique européenne (10 millions de dollars).

¹ Fournis par la Communauté économique européenne.

Tableau 11

SOMMES NÉCESSAIRES POUR ASSURER LE RELÈVEMENT
DU SECTEUR AGRICOLE

	<i>En dollars zimbabwéens</i>
<i>Eau et irrigation</i>	
Approvisionnement en eau et trous de forage ...	7 132 300
Barrages et puits	1 442 300
Nouveaux ouvrages d'irrigation	3 058 000
Remise en état du réseau d'irrigation	3 630 900
Pompes	202 500
Exploitation des ressources en eau (hydrologie) .	55 700
TOTAL PARTIEL	15 521 700
<i>Infrastructure rurale</i>	
Routes et ponts	41 664 500
Bureaux locaux et camps	995 500
Pêcheries	26 800
Logement du personnel	1 883 300
Réparation et amélioration des pistes d'atterris- sage	402 100
Bureaux auxiliaires	485 100
TOTAL PARTIEL	45 457 300
<i>Matériel</i>	
Outils et équipement	1 759 300
Matériel de construction de routes	3 450 400
Matériel de transport	4 229 000
Bateaux	81 000
Niveleuses	810 000
TOTAL PARTIEL	10 329 700
<i>Santé animale et mesures de lutte contre les maladies</i>	
Parcs et bains antiparasitaires	1 013 000
Bains antiparasitaires et inspections vétérinai- res	4 823 800
Vaccination du bétail	155 000
Centre de contrôle sanitaire du bétail	3 677 700
Clôtures	1 703 000
Lutte contre la fièvre aphteuse	1 012 800
Lutte contre la maladie de la tsé-tsé	7 277 000
Pulvérisation aérienne	9 343 000
Achat et élevage de bétail au centre d'élevage de Tuli	81 500
Commercialisation du bétail et parcs mobiles....	612 300
TOTAL PARTIEL	29 699 100
<i>Formation</i>	
Centres de formation pour le personnel de dis- trict	2 041 800
Agrandissement du centre de formation de Dam- boshawa	1 519 200
TOTAL PARTIEL	3 561 000
TOTAL POUR LE SECTEUR AGRICOLE	104 568 800

2. Transports

a) Situation générale

i) Chemins de fer

82. Les chemins de fer constituent le principal moyen de transport du Zimbabwe. Le National Railways of Zimbabwe (NRZ), qui est géré comme une entreprise d'Etat, détient et exploite également un parc de camions pour le transport routier, le Road Motor Services (RMS), complétant le réseau ferroviaire. Ce dernier a des correspondances avec la Zambie via Victoria Falls, deux liaisons avec le Mozambique (vers Maputo et Beira), une ligne reliant l'Afrique du Sud par le Botswana, qui est détenue et exploitée par le NRZ, et une liaison directe avec l'Afrique du Sud par Beitbridge.

En ce qui concerne l'éloignement des ports, la longueur des liaisons par le Mozambique est inférieure de moitié à celles qui passent par l'Afrique du Sud. Ces itinéraires sont aussi particulièrement avantageux dans les accords habituels de partage des recettes du trafic ferroviaire.

83. Historiquement, le Zimbabwe a également été un pays de transit pour des volumes importants de marchandises à la fois pour le Zaïre et la Zambie. Pour ces deux pays également, les liaisons ferroviaires avec les ports du Mozambique sont beaucoup plus courtes que les liaisons avec les ports sud-africains. Pour le choix des itinéraires, d'autres facteurs tels que la qualité des services, les retards, la manutention et les formalités portuaires devront être particulièrement importants pour avoir plus de poids que les avantages inhérents aux liaisons par le Mozambique.

84. L'infrastructure de base du réseau ferroviaire du Zimbabwe est généralement en bon état, bien que 90 kilomètres de rail doivent être reposés sur la ligne conduisant à Maputo. Comme il existe un excédent de lignes sur presque tous les tronçons du Zimbabwe, un volume beaucoup plus important de marchandises pourrait être acheminé par chemin de fer si l'on disposait d'un matériel roulant suffisant, d'un système adéquat de régulation du trafic, et si les voies, les ponts et le ballast pouvaient supporter les chargements transportés. Il existe d'importantes gares de triage en palier à Bulawayo et à Salisbury et une fosse de débranchement mécanisée moderne au centre du réseau à Dabuka, près de Gwelo, où il y a également un centre de commande pour conteneurs.

85. Le NRZ dispose actuellement de 120 locomotives à vapeur, de 270 locomotives diesel et de 9 100 wagons. A tout moment, environ 12 600 wagons circulent sur le réseau. Actuellement, environ 12,5 millions de tonnes de marchandises par an sont transportées sur le réseau.

86. Le NRZ a décidé de lancer un programme d'électrification. L'administration du NRZ a été amenée à prendre cette décision à la suite de la très forte hausse du prix du carburant diesel, de la pénurie de main-d'œuvre qualifiée, de la nécessité d'acquérir d'urgence du matériel moteur nouveau et de remplacement, d'un accroissement probable du trafic après l'indépendance et de la possibilité de produire au Zimbabwe de l'énergie électrique d'un coût relativement modique (à la fois thermique et hydro-électrique).

87. Le programme d'électrification est considéré comme un projet de longue durée et tient compte de la nécessité d'acquérir un nouveau matériel moteur pour le réseau. Il prévoit au cours des neuf prochaines années l'électrification en trois étapes des tronçons les plus importants de la ligne principale. La première étape devrait commencer en 1980 et être achevée en 1983, la deuxième étape sera entreprise entre 1983 et 1986 et la troisième étape entre 1986 et 1989. La première étape du programme porte sur l'électrification d'environ 355 kilomètres de la ligne principale entre Dabuka et Salisbury. La deuxième étape concerne l'électrification de la ligne principale entre Dabuka et Somabula et de cette ville à Beitbridge ou Chicualacuala sur la frontière du Mozambique. La troisième étape porte sur l'électrification de la ligne principale de Somabula à Bulawayo. Pour la première étape, il est prévu d'acquérir 30 locomotives électriques et de transformer 14 locomotives diesel en locomotives électriques.

ii) Service de transport routier

88. Le RMS assure un service de transport routier important qui complète le transport par chemin de fer. Le RMS emprunte 80 itinéraires différents à partir de 22 stations de régulation sur une distance totale de 12 000 kilomètres. Il assure des services réguliers sur les itinéraires que les autres transporteurs routiers n'empruntent pas ou qui ne sont pas rentables.

89. En général, le parc de véhicules est très ancien. De nombreux véhicules ont été endommagés pendant la guerre. Il faut donc les remplacer d'urgence pour pouvoir acheminer le trafic actuel. L'acquisition de nouveaux véhicules deviendra une nécessité dans le cadre de tout programme de développement rural.

iii) Routes

90. Le réseau routier du Zimbabwe comprend 12 400 kilomètres de routes principales, 23 600 kilomètres de routes de campagne, 2 700 kilomètres de chemins vicinaux et environ 40 000 kilomètres de routes départementales.

91. De nombreuses routes nationales ont dépassé leur durée d'utilisation prévue à l'origine surtout du fait que les fonds qui devaient être consacrés à la construction de routes ont été affectés aux besoins de la sécurité au cours des cinq dernières années. Une haute priorité doit être accordée aux tronçons du réseau routier national qui risquent de s'effondrer. Il y a aussi un grand nombre de routes en gravier ou de routes à voie étroite sur lesquelles le trafic est si important qu'il importe de les améliorer d'urgence. On prévoit un accroissement important du trafic sur ces routes après le redressement économique du Zimbabwe et la mise en valeur des zones rurales.

92. Le gouvernement a fait part de son intention d'améliorer les routes rurales au profit des habitants des régions les plus isolées où les routes sont en très mauvais état ou inexistantes. L'absence de moyens de transport et de communication dans les zones rurales a non seulement causé de graves inconvénients à la population locale, mais a en outre retardé le développement économique rural. Pour remédier à cette situation, le gouvernement envisage de construire 4 000 kilomètres de routes rurales tous temps en gravier.

93. Le matériel lourd pour la construction et l'entretien des routes relevant des divers ministères de l'administration centrale est fourni par le Central Mechanical Equipment Department (CMED) du Ministère des transports et de l'énergie. En raison de la guerre, des sanctions économiques et de la pénurie de devises, le programme de remplacement des machines et du matériel est très en retard et un tiers du parc de matériel doit être immédiatement renouvelé. On estime que dans les cinq prochaines années tous les véhicules que possède actuellement le CMED devront être retirés de la circulation.

iv) Aviation civile

94. La compagnie de navigation aérienne Zimbabwe Airways exploite un vaste réseau de lignes intérieures s'étendant à toutes les principales villes du pays. La compagnie exploite des lignes internationales à destination de Londres, Johannesburg, Lusaka, Blantyre, Durban, Maputo et Beira. Un service est également prévu à destination du Kenya, de la République-Unie de Tanzanie, de l'Éthiopie, du Nigéria et de villes d'Europe où des vols sont rentables. En 1979, il y a eu environ 300 000 arrivées et départs de passagers sur les lignes internationales et 540 000 arrivées et départs de passagers sur les lignes intérieures dans les aéroports du Zimbabwe. Le gouvernement prévoit un accroissement de 20 p. 100 des arrivées et des départs en 1980. Pour faire face aux besoins du trafic dans l'avenir et remplacer le matériel vétuste, les services de l'aviation civile et de la météorologie ont lancé un programme de développement qui comprend la modernisation des installations de navigation aérienne, de communication et d'aides à la navigation, la création de nouvelles installations aéroportuaires et l'extension du programme de formation.

v) Voies d'eau intérieures

95. Le gouvernement souhaite vivement remettre en état les installations touristiques et encourager la création de nouveaux centres touristiques sur le lac Kariba. En plus du tourisme, il envisage de développer l'industrie de la pêche lacustre et de mettre en valeur la région environnant le lac Kariba pour accélérer son développement économique. Le développement de la région au voisinage du lac Kariba et l'amélioration de la navigation et des activités sur le lac seront utiles non seulement pour le Zimbabwe, mais également pour la Zambie, qui a, comme lui, des plans de développement et des problèmes de mise en valeur des zones rurales dans les régions environnant le lac.

96. Le gouvernement a l'intention de transformer le lac en voie d'eau intérieure navigable, qui viendrait s'ajouter à d'autres modes de transport, en installant des aides à la navigation efficaces, en créant des stations radio pour améliorer les communications, en construisant des ports et en fournissant un navire de recherche et de sauvetage.

b) Programmes de remise en état à court terme

i) Chemins de fer

97. L'infrastructure de base du réseau de chemin de fer est généralement en bon état, mais il y a d'importantes réparations à faire à court terme.

98. Ces dernières années, il a été particulièrement difficile de maintenir les locomotives en bon état de marche. De nombreuses locomotives, endommagées par des mines pendant la guerre, n'ont pu être réparées ou entretenues comme il convient en raison du manque de pièces de rechange et de la pénurie de personnel qualifié. Sur un parc de 120 locomotives à vapeur, 33 ne pourront être remises en service qu'après de gros travaux de réparation.

99. En raison de la pénurie de matériel moteur, on ne pourra maintenir les niveaux actuels de trafic qu'avec de nouvelles locomotives. Le parc actuel de 270 locomotives diesel date d'environ 25 ans, et seule environ la moitié de ces locomotives sont utilisables actuellement en raison des dommages qu'elles ont subis, du manque de pièces détachées et de la pénurie de personnel qualifié capable d'assurer les réparations et l'entretien nécessaires. Sur un parc total de 9 100 wagons, quelque 2 100 se trouvaient encore bloqués au Mozambique lors de la fermeture de la frontière. Une partie de ces wagons sont actuellement restitués au Zimbabwe, mais ils n'ont fait l'objet d'aucun entretien depuis plusieurs années et la majorité d'entre eux devront, semble-t-il, être retirés de la circulation ou réparés.

100. Il y a deux ateliers principaux de réparation ferroviaire. A Bulawayo, l'atelier assure la réparation des locomotives à vapeur et des locomotives diesel ainsi que l'entretien des wagons. L'atelier d'Umtali répare les locomotives diesel et assure l'entretien des wagons. Les ateliers sont généralement en bon état, mais là aussi il faudra remplacer les instruments de précision, l'outillage, les véhicules de service ainsi que le matériel de construction et d'entretien des voies. En outre, les deux ateliers manquent de réparateurs, d'aiguilleurs, de télégraphistes et autres spécialistes.

101. À l'exception de la ligne de Beitbridge qui est nouvelle, le système de commande centralisé du trafic date de 25 ans et doit être remplacé d'urgence. Avec le programme d'électrification prévu, le NRZ doit envisager en priorité le remplacement de l'ancien système de signalisation et de commande du trafic sur l'ensemble du réseau. Il faut également renouveler d'urgence le matériel de télécommunication, les lignes de transport de courant et les stations de répétition des signaux et installer des radios sur les locomotives.

102. Si l'on veut que le réseau ferroviaire soit en mesure de faire face à l'accroissement prévu du trafic, y compris le trafic en transit, les voies devront être améliorées pour permettre d'accroître la charge des essieux et d'assurer ainsi le passage de trains plus longs et plus lourds. Il faudra importer des quantités importantes de rails et de tronçons en thermité pour le programme de renouvellement des voies. Il est particulièrement urgent d'importer des rails pour les poser sur l'itinéraire de Maputo.

103. Au total, les besoins de reconstruction à court terme du réseau ferroviaire s'élèvent à 222 729 400 dollars zimbabwéens.

Tableau 12

BESOINS IMMÉDIATS DE RECONSTRUCTION ET DE REMISE EN ÉTAT DU NRZ

	Coûts estimatifs (en dollars zimbabwéens)
a) Locomotives	
Remise en état des locomotives à vapeur	14 000 000
Conversion de locomotives diesel en locomotives électriques (14)	3 360 000
Nouvelles locomotives électriques (30)	32 000 000
Pièces de rechange et conversion, 1980/81	6 836 000
TOTAL PARTIEL	56 196 000
b) Wagons	
300 wagons de type courant	7 000 000
100 wagons spécialisés	2 000 000
Remplacement de 900 wagons du Mozambique . .	18 000 000
Réparation de 900 wagons du Mozambique	3 600 000
TOTAL PARTIEL	30 600 000

Tableau 12 (suite)

	Coûts estimatifs (en dollars zimbabwéens)
c) Ateliers, chantiers et dépôts	
Matériel, véhicules d'entretien et renforcement des services d'entretien des locomotives et des ateliers d'électricité	1 782 400
Matériel d'entretien des chemins de fer, grues et poids lourds et remplacement du matériel de terrassement hors d'usage	4 000 000
Amélioration des installations de conteneurs	1 300 000
Équipement pour atelier (tours, ponts roulants, fraiseuses, machines à souder, bourreuses, etc.)	10 000 000
TOTAL PARTIEL	17 082 400
d) Signalisation et contrôle	
Matériel d'essai, radios, enregistreurs sur bandes graphiques de circulation des trains, équipement morse, etc.	3 500 000
Remplacement du matériel de contrôle des wagons	1 000 000
Matériel de contrôle de l'équipement	250 000
Signalisation (commande contrôlée du trafic), communications et autres :	
Bulawayo — Plumtree	2 150 000
Gwelo — Salisbury	2 200 000
Rutenga — Chredzi	1 500 000
Chicalacuala	2 500 000
Bulawayo — Victoria Falls	14 000 000
Salisbury — Umtali	3 300 000
TOTAL PARTIEL	30 400 000
e) Véhicules de service et voitures pour voyageurs	
Remplacement des véhicules de service, des camions et des véhicules tout terrain	2 000 000
Remplacement des anciennes voitures pour voyageurs	3 200 000
TOTAL PARTIEL	5 200 000
f) Electrification (phase 1)	
Liaisons électriques	4 800 000
Équipement de sécurité pour postes et télécommunications	4 276 000
Équipement de sécurité pour signalisation ferroviaire	10 000 000
Sous-stations	2 450 000
Matériel suspendu	13 500 000
Divers (y compris l'installation d'une ligne principale de 330 kilomètres et de 130 kilomètres de voies de garage)	13 955 000
TOTAL PARTIEL	48 981 000
g) Renouvellement des voies	
Nouveaux rails	33 917 000
Tronçons en thermitite	353 000
TOTAL PARTIEL	34 270 000
TOTAL POUR LES CHEMINS DE FER	222 729 400

ii) Service de transport routier (RMS)

104. Les besoins immédiats du RMS consistent à remplacer son parc vétuste et endommagé pour acheminer les volumes actuels de trafic. Le RMS exploite un parc combiné de camions, de tracteurs et de remorques. Le parc actuel est très largement tributaire de la possibilité de disposer de pièces de rechange et de la main-d'œuvre qualifiée pour procéder aux réparations nécessaires. Les ateliers et les installations de réparation semblent suffisants.

105. Au total, il faudra disposer d'environ 6,6 millions de dollars zimbabwéens pour remplacer les véhicules nécessaires au maintien du parc actuel. Sur cette somme, 3 millions de dollars seront nécessaires pour les camions, 1,5 million de dollars pour les tracteurs ou les véhicules de traction et 2,1 millions de dollars pour les remorques.

iii) Routes

106. Il existe un réseau routier relativement bien développé au Zimbabwe. Le gouvernement estime que 450 kilomètres de routes revêtues à deux voies sont surchargées en raison d'un accroissement du trafic plus important que prévu à l'origine. Chaque année, la longueur des routes qui menacent de s'effondrer en raison d'une utilisation excessive augmente. Comme ces routes revêtues font partie du réseau routier principal du Zimbabwe, il est nécessaire d'assurer d'urgence leur réparation et leur amélioration. On estime que la réparation et l'amélioration de ces 450 kilomètres de routes coûteront 35 705 000 dollars zimbabwéens.

107. En raison de l'insuffisance des travaux d'entretien et de construction des routes ces dernières années, un grand nombre de routes en gravier et de routes revêtues à une seule voie se sont détériorées et doivent être réparées et améliorées. Actuellement, ces routes nécessitent des dépenses d'entretien importantes, ce qui augmente sensiblement le coût du transport. Le gouvernement estime que 2 020 kilomètres de routes en gravier ou de routes revêtues à une seule voie doivent être améliorées ou reconstruites, dont la moitié devront recevoir une haute priorité au cours des deux ou trois prochaines années. Le coût estimatif d'un programme de réparation et d'amélioration de ces routes en gravier s'élève à 57,6 millions de dollars zimbabwéens.

108. Le gouvernement a reconnu la nécessité de construire ou de remettre en état des routes dans les zones rurales auparavant négligées qui ont été fortement endommagées par la guerre. Le gouvernement a décidé que 4 000 kilomètres de routes, qui relevaient précédemment de la Division des administrations de district, seraient désormais placées sous la responsabilité de l'Etat et transformées en routes rurales. En outre, 1 365 kilomètres de routes dans les zones rurales devront être améliorées pour pouvoir être utilisées en toutes saisons. Le coût total de la réparation, de l'amélioration et de la transformation de 5 365 kilomètres de routes en gravier toutes saisons a été évalué à 143 165 000 dollars zimbabwéens.

109. Pendant la guerre, un nombre important de ponts, de viaducs et autres ouvrages ont été endommagés par des explosifs. Le programme de réparation est en cours d'exécution et on estime que 250 000 dollars zimbabwéens seront suffisants pour le mener à bien. Toutefois, la solidité des ouvrages d'art réparés n'a pas encore été prouvée, et le gouvernement estime nécessaire de faire procéder à des essais de charge sur ces ouvrages. On estime que le coût des essais s'élèvera à environ 1 million de dollars zimbabwéens.

110. Le Central Mechanical Equipment Department, qui fournit l'équipement lourd pour la construction et l'entretien des routes à tous les ministères de l'administration centrale, dispose d'un parc important de niveleuses, compresseurs, rouleaux, compacteurs, tracteurs lourds, remorques basculantes, pelleteuses et chargeurs à benne. Un tiers de ce parc doit être immédiatement remplacé, ce qui coûtera 28 millions de dollars zimbabwéens. En outre, le programme de remplacement est très en retard. Au cours des deux prochaines années, on estime que 37 millions de dollars zimbabwéens supplémentaires seront nécessaires pour le programme ordinaire de remplacement. Outre les installations et les équipements demandés par l'Etat pour les routes dont il est responsable, les autorités locales et les conseils municipaux sont chargés des routes situées dans leurs circonscriptions. Le gouvernement a estimé que les autorités locales et les municipalités auront besoin en 1980/81 de 13 471 000 dollars zimbabwéens pour remplacer le matériel, les véhicules et l'outillage routiers usagés.

iv) Aviation civile

111. Pour faire face aux besoins du trafic, il faudra remplacer les aéronefs et l'équipement trop anciens et moderniser les installations de navigation aérienne, les communications et les aides à la navigation. Il convient immédiatement de remplacer les installations usagées et vétustes et d'assurer des niveaux de services conformes aux normes de l'Organisation de l'aviation civile interna-

Tableau 13

BESOINS DE L'AVIATION CIVILE

	Coûts estimatifs (en dollars zimbabwéens)
Remplacement du système de visualisation radar à l'aéroport de Salisbury	500 000
Remplacement de 26 phares non directionnels autour des aéroports	520 000
Remplacement de 50 p. 100 des émetteurs et des récepteurs VHF et UHF de 50 watts dans le périmètre des aéroports (dont quelques-uns à longue portée)	600 000
Remplacement des stations radiogoniométriques à très haute fréquence dans certains aéroports pour améliorer la sécurité conformément aux normes de l'OACI :	
Fort Victoria (nouveau)	} 210 000
Salisbury (remplacement)	
Wankie National Park (nouveau)	
Charles Prince Airport (nouveau)	
Buffalo Range (nouveau)	
Kariba (remplacement)	
Radiophare d'alignement omnidirectionnel VHF et dispositif de mesure de distance à effet Doppler nécessaires conformément aux normes de l'OACI — système de Fort Victoria :	
Système de Victoria Falls	500 000
Installation d'un système d'atterrissage aux instruments à Bulawayo pour tenir compte des besoins des opérations internationales. Système Thomson-CSF — système de la catégorie 1	250 000
Système radar complet à longue portée pour Bulawayo avec radar secondaire de surveillance conformément aux normes de l'OACI	3 300 000
Installation d'un système d'atterrissage aux instruments pour Victoria Falls	250 000
Équipement pour le radar secondaire de surveillance de Salisbury en vue de répondre aux normes prescrites par l'OACI d'ici à 1982	400 000
TOTAL	6 530 000

tionale (OACI). Le tableau 13 indique les coûts estimatifs des améliorations qui sont nécessaires d'urgence. Les autres besoins sont examinés dans la section consacrée aux besoins de développement à plus long terme.

v) Voies d'eau intérieures

112. Le Zimbabwe étant devenu indépendant, il est maintenant possible de mettre en valeur la région du lac Kariba, qui a été très éprouvée par la guerre. A cette fin, il faudra nécessairement que le Zimbabwe exécute un programme commun avec la Zambie sur les aides à la navigation. En outre, la mise en valeur de l'ensemble du lac et de ses régions avoisinantes ainsi que l'élaboration d'un plan directeur de développement nécessiteront une étroite collaboration entre le Zimbabwe et la Zambie. L'assistance requise dans ces domaines s'inscrit dans le cadre des projets régionaux.

113. Toutefois, il faudra prévoir un certain nombre de projets préalablement à la mise en valeur de la rive zimbabwéenne du lac Kariba. Ces projets sont exposés en détail au tableau 14. Leur coût total s'élève à 1 850 000 dollars zimbabwéens.

Tableau 14

ASSISTANCE NÉCESSAIRE POUR LA MISE EN VALEUR DU LAC KARIBA

	En dollars zimbabwéens
Navire (d'environ 50 mètres de long) pour le lac Kariba, avec mâts de charge, pouvant être utilisé pour la recherche et le sauvetage et équipé de radio/radar	350 000
Stations radio à Kariba, Sinamwenda et Binga, avec tour de contrôle à Kariba	500 000
Aménagement des ports pour le développement du commerce et du tourisme et à des fins de développement rural :	
Andona (commerce et pêche)	500 000
Chiumra (commerce et brise-ames)	250 000
Milabizi (commerce et pêche)	250 000
TOTAL	1 850 000

3. Télécommunications

a) Situation générale

114. Le réseau de télécommunications du Zimbabwe est très étendu. Toutefois, les communications internationales dépendent dans une large mesure des liaisons avec l'Afrique du Sud et n'ont pas été développées avec les pays voisins indépendants.

115. Trois domaines nécessitent une remise en état et un développement immédiats. Il est avant tout nécessaire de réparer un nombre important de lignes téléphoniques sérieusement endommagées pendant la guerre. Ensuite, les services de télécommunications doivent être étendus vers les zones rurales, où vivent bon nombre d'habitants et qui sont sans liaisons adéquates avec le reste du pays. Troisièmement, il est extrêmement important d'établir un bon système de liaisons avec le Botswana, le Mozambique et la Zambie afin de bénéficier des possibilités accrues de commerce et de transport dans la région.

116. Le nombre de techniciens qualifiés est insuffisant, et il faut prévoir des moyens de formation. Pour réduire les problèmes d'entretien, il est prévu d'utiliser un système d'acheminement sur fil afin d'étendre les services de télécommunications aux zones rurales.

117. Les communications avec les pays voisins seront améliorées par l'établissement de liaisons à hyperfréquence avec Victoria Falls et Kariba en vue d'une connexion avec le système zambien. Les connexions avec le Botswana nécessiteront l'établissement de liaisons à l'intérieur du Botswana et du Zimbabwe. Cette liaison est donc comprise dans la section relative aux projets régionaux. La remise en état de l'équipement du nouveau terminal d'Umtali est essentielle à l'amélioration des communications avec le Mozambique.

b) Assistance nécessaire

118. On trouvera au tableau 15 des estimations concernant l'assistance immédiate nécessaire dans le secteur des télécommunications. Au total, les dépenses de reconstruction immédiate s'élèvent à 15 150 000 dollars zimbabwéens.

4. Énergie électrique

a) Situation générale

119. La production d'énergie hydro-électrique du barrage de Kariba est placée sous le contrôle de la Central African Power Corporation (CAPC), qui fournit l'électricité à partir de l'installation située sur le Zambèze et exploitée conjointement par la Zambie et le Zimbabwe. Il y a en outre un certain nombre d'anciennes centrales thermiques. La distribution de l'énergie électrique au Zimbabwe relève de l'Electricity Supply Commission et des autorités municipales de Salisbury, Bulawayo, Montali et Gwelo.

Tableau 15

**BESOINS DE RECONSTRUCTION IMMÉDIATE
DANS LE SECTEUR DES TÉLÉCOMMUNICATIONS**

	<i>En dollars zimbabwéens</i>
Réparation des lignes téléphoniques endommagées par la guerre, y compris les poteaux, les fils et les cordons de soudure en cuivre, etc.	3 500 000
Installation de liaisons à hyperfréquence :	
Bulawayo — Victoria Falls	3 500 000
Salisbury — Umtali (équipement du terminal seulement)	150 000
Salisbury — Kariba (pour la liaison avec la Zambie)	3 000 000
Zones rurales — extension du système téléphonique	3 000 000
Besoins dans le domaine de la formation :	
Création d'une école de formation à Gwelo et fourniture d'un équipement et d'enseignants pour un programme de deux à trois ans	2 000 000
TOTAL	15 150 000

120. Au cours des dernières années, la vente d'électricité a augmenté au rythme annuel moyen de 10 p. 100, et cette tendance semble appelée à se maintenir dans les années qui viennent. A l'heure actuelle, la capacité de production du Zimbabwe est loin de couvrir les besoins du pays et le complément est importé de Zambie. En 1979, près du quart des besoins en énergie électrique ont été importés et le gouvernement pense devoir se procurer 400 mégawatts en 1980. Cependant, les besoins en énergie de la Zambie vont vraisemblablement augmenter avec le développement économique du pays, ce qui diminuera la quantité d'énergie exportable.

121. Il n'a pas été possible au cours des dernières années d'évaluer la capacité hydro-électrique et les besoins en électricité au niveau régional. Les circonstances actuelles permettront de ré-examiner les besoins en électricité dans la région et de déterminer la façon la plus économique de produire de l'énergie, compte tenu de la capacité du barrage de Cabora Bassa au Mozambique et des possibilités de créer de nouvelles centrales sur le Zambèze. On sait qu'il est possible de développer la capacité de production à Kariba South et qu'il existe des sites éventuels pour la création de nouvelles centrales hydrauliques dans les gorges de Mpata, du Diable et de Botaka. Etant donné les délais de construction et d'exploitation des projets hydro-électriques, il est important de commencer immédiatement les travaux préparatoires en confiant à des consultants l'étude de futurs projets de centrales hydro-électriques sur le Zambèze. Ces travaux impliqueront nécessairement une collaboration étroite avec la Zambie et le projet d'étude de ces sites est compris dans les projets régionaux.

b) *Assistance nécessaire*

122. Outre l'énergie hydro-électrique fournie par la CAPC, 30 p. 100 environ de l'électricité produite au Zimbabwe proviennent d'anciennes centrales thermiques qui doivent être remplacées. Avant l'indépendance, lorsque la coopération avec les pays voisins n'était pas possible, on avait commencé à exploiter une nouvelle centrale thermique à Wankie. On avait prévu d'exécuter le projet en deux phases : au cours de la première, on devait atteindre entre 1980 et 1982 une puissance installée d'environ 480 mégawatts; la seconde phase prévoyait une puissance installée de 800 mégawatts supplémentaires. La première phase a commencé, bien que la totalité du financement ne soit pas encore assurée. La centrale thermique est fondée sur l'utilisation du charbon et la première phase ne suffira qu'à remplacer les centrales thermiques désuètes qui devraient être mises hors service au cours des trois prochaines années. Le coût estimatif de la première phase opérationnelle de la centrale thermique de Wankie s'élève à 224 millions de dollars

zimbabwéens, dont une partie seulement a été financée, et on recherche un financement extérieur pour l'élément réparations du projet.

5. *Besoins sanitaires*

123. Les services de santé de zones rurales du Zimbabwe ont toujours été insuffisants et la population souffre de maladies largement répandues. Les causes fondamentales en sont la pauvreté, le manque d'eau potable, la vie en milieu surpeuplé et dans des conditions peu hygiéniques, la fréquence des cas de maladie transmissible et l'absence de services de prévention. Par ailleurs, le régime alimentaire des populations rurales a souffert d'une réduction de la consommation due au fait que les populations préfèrent vendre les produits et en utiliser le revenu pour acquérir des articles de première nécessité.

124. Les services de santé existants comprennent le Ministère de la santé de l'administration centrale, des installations dirigées par les autorités locales, des services médicaux du travail, des installations de missionnaires et diverses installations privées. La plupart des services de santé avancés n'existent que dans les zones urbaines. Les soins de santé en milieu rural sont rudimentaires et sont fournis dans une large mesure par des organismes bénévoles tels que les missions religieuses. En général, 90 p. 100 des dépenses de santé ont porté sur les services de soins et 10 p. 100 seulement sur la médecine préventive.

125. En 1977, on comptait 855 médecins diplômés, dont 58 seulement étaient africains. Cela signifie qu'il n'y avait qu'un docteur environ pour 8 000 habitants. La plupart des médecins pratiquaient dans les zones urbaines.

126. A la suite de la guerre et de la désorganisation de la production agricole rurale, la malnutrition, le surpeuplement et l'irrégularité de l'approvisionnement en eau en milieu rural se sont aggravés. Les services de santé, déjà insuffisants, ont été considérablement réduits et, dans certaines zones, ont complètement disparu. Le pays doit d'urgence procéder à la réadaptation nutritionnelle, notamment celle des enfants, et lancer un programme élargi de lutte contre les maladies transmissibles, particulièrement la tuberculose, la lèpre, le choléra, le paludisme et la maladie du sommeil.

127. En 1979, plus de la moitié des hôpitaux religieux et du tiers des dispensaires religieux étaient fermés et les centres restés ouverts connaissaient de graves pénuries de personnel qualifié et de fournitures médicales. La plupart des 160 dispensaires régionaux des zones rurales ont été détruits ou endommagés ou n'ont pu garder le personnel formé. Quatorze hôpitaux publics ont également été fermés. Sur les 16 dispensaires de formation des agents de santé, trois seulement sont opérationnels, avec une capacité fort réduite.

128. Le programme d'assistance immédiate élaboré par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés pour la réadaptation des rapatriés et des personnes déplacées prévoyait 11,7 millions de dollars pour la réparation des dispensaires et des hôpitaux endommagés, pour la fourniture d'un équipement et pour un programme de vaccination. Une assistance plus importante sera cependant nécessaire au cours des deux ou trois prochaines années pour la reconstruction et le développement des services de santé ruraux. Outre la réouverture des dispensaires qui avaient été fermés à la suite de la guerre, 250 nouveaux centres de soins de santé primaires, dont on estime le coût à 5 millions de dollars zimbabwéens, sont nécessaires dans les zones rurales. Il faudra construire environ 300 logements pour le personnel médical, ce qui coûtera plus de 2,2 millions de dollars zimbabwéens. Par ailleurs, on a un besoin urgent de 37 véhicules tout terrain, de 22 camions et de 50 ambulances. Au total, le gouvernement a estimé que, outre le financement dans le domaine de la santé prévu au programme établi par le HCR, 3,8 millions de dollars zimbabwéens seraient nécessaires pour assurer la réouverture des centres de santé et 28 millions de dollars pour l'amélioration des soins de santé de base dans les zones rurales, qui en ont un besoin urgent.

129. Comme le gouvernement ne dispose que des ressources limitées, il n'a pas été possible d'inclure les programmes de relèvement nécessaires pour le secteur sanitaire dans les dépenses prévues au budget de 1980/81. Il sera largement puisé dans les ressources locales pour achever l'hôpital général de Chitungwiza et

Tableau 16

PRODUCTION DE MAÏS — PRÉVISIONS CONCERNANT LA CAMPAGNE DE 1979/80

	Superficie en hectares	Rendement à l'hectare	Production en tonnes
<i>Maïs</i>			
Production commerciale à grande échelle	215 000	4 000	860 000
Production commerciale à petite échelle	31 000	1 226	38 000
Anciennes terres tribales	900 000	778	700 000
<i>Livraisons de maïs à l'Office de commercialisation agricole</i>			
Production commerciale à grande échelle			600 000
Production commerciale à petite échelle			14 000
Anciennes terres tribales			40 000
<i>Maïs conservé</i>			
Production commerciale à grande échelle			260 000
Production commerciale à petite échelle			24 000
Anciennes terres tribales			400 000 à 660 000
	TOTAL		1 338 000 à 1 598 000

pour agrandir l'hôpital de Bindura et les installations sanitaires de Gwelo et Umvukwes.

6. Besoins en maïs

130. Le maïs est l'aliment de base du Zimbabwe. A la différence de la plupart des autres pays de la région, le Zimbabwe a largement subvenu à ses propres besoins en ce qui concerne toutes les denrées alimentaires et, dans le cas du maïs, il a pu exporter en moyenne près de 540 000 tonnes par an durant les 10 années précédant 1979. Cependant, les campagnes de 1978/79 et 1979/80 ont souffert d'une sécheresse qui a touché une grande partie du pays et qui, combinée aux effets de la guerre dans les zones rurales, a provoqué dans le pays un déficit en maïs pour la consommation normale en 1980. On trouvera au tableau 16 des prévisions concernant la production de maïs pour la campagne de 1979/80.

131. On estime que la production totale de maïs de la campagne 1979/80 se situera entre 1,3 et 1,6 million de tonnes. L'écart important entre ces chiffres est dû à l'insuffisance des données sur la production dans les anciennes terres tribales. Cependant, si on compare les prévisions pour la campagne 1979/80 à celles des années précédentes, il fait peu de doute que la production totale de maïs sera d'environ 30 p. 100 inférieure à la normale.

132. En raison de la sécheresse qui avait sévi l'année précédente, le pays disposait de stocks très bas au début de 1980. Le déficit de production d'environ 70 000 tonnes pour la consommation normale, associé à la nécessité de constituer des réserves, implique que le Zimbabwe devra importer environ 190 000 tonnes de maïs en 1980.

133. Bien que le maïs soit l'aliment de base, le pays, notamment les zones rurales, doit aussi se procurer d'urgence des légumineuses, de la poudre de lait écrémé et des huiles alimentaires. Le Ministère de la santé a souligné la nécessité d'une réadaptation nutritionnelle afin de remédier aux conséquences des bouleversements et des déséquilibres causés par la guerre.

134. Il convient de noter que le Zimbabwe est appelé à jouer un rôle important dans le plan régional de sécurité alimentaire que les pays d'Afrique australe projettent de mettre sur pied. Cela étant, il importe de disposer de données plus précises sur la production de maïs dans les zones rurales et d'améliorer les méthodes de prévision. Il faudrait donc envisager de mettre au point un système d'alerte précoce associé à un système sensiblement élargi et plus fiable de relevé des récoltes de céréales dans les zones rurales.

7. Problèmes particuliers aux jeunes et aux femmes

Jeunes

135. Le système économique et social qui était en place au Zimbabwe avant l'indépendance a profondément déséquilibré la

répartition de la population par âge et par sexe, tant dans les zones urbaines que rurales. On estime que plus de 1 million d'habitants des zones rurales sont à la charge de travailleurs du secteur commercial en raison des restrictions qui, jusqu'à présent, ne permettaient pas à tous les membres d'une même famille de quitter ce qui était alors les terres tribales. Par ailleurs, la guerre qui vient de se terminer a provoqué le déplacement d'un grand nombre de Zimbabwéens qui se sont dirigés vers les centres urbains, sont allés se réfugier dans les pays voisins, se sont enrôlés dans les forces de libération ou ont été parqués dans de prétendus "villages protégés". Le manque d'emplois a aggravé les difficultés. Le nombre de personnes pourvues d'un emploi a diminué de 63 500 de 1975 à 1979. On mesure toute la gravité du problème quand on sait qu'au cours de cette même période près de 100 000 personnes de plus sont entrées chaque année sur le marché du travail.

136. Il semble que les jeunes représentent une très forte proportion des personnes déplacées et des chômeurs. Cela est particulièrement vrai dans le cas des jeunes qui se sont enrôlés dans les forces de libération au cours des trois ou quatre dernières années de la guerre; il y avait parmi eux un grand nombre d'adolescents qui avaient abandonné l'école pratiquement en masse et qui constituent maintenant une forte proportion des quelque 30 000 hommes et femmes qui sont actuellement regroupés dans les camps de rassemblement établis tout autour du Zimbabwe.

137. Un certain nombre de raisons font que la situation de ces jeunes pose un grave problème au gouvernement. Certains, qui n'ont pas reçu une instruction suffisante, pourront difficilement être admis dans les établissements de formation et seule une faible proportion d'entre eux pourra être intégrée dans la nouvelle armée nationale.

Etablissements de formation

138. Un grand nombre de ces jeunes ont acquis, dans l'enseignement scolaire classique ou de façon empirique, quelques qualifications professionnelles.

139. Le gouvernement s'emploie activement à réinstaller et à réinsérer ceux qui souhaitent retourner dans leurs villages, mais il est bien évident qu'il faudra un certain temps pour concevoir et mettre en œuvre le grand programme de développement rural intégré dont dépendra l'avenir du pays. En attendant, le gouvernement souhaite vivement mettre sur pied un programme qui donnerait à quelques-uns de ces jeunes partiellement formés sur le plan scolaire et professionnel et politiquement orientés la possibilité de s'installer au sein de collectivités rurales productives. Ces jeunes seraient recrutés principalement, mais non exclusivement, dans les camps de rassemblement.

140. Le gouvernement est pleinement conscient des difficultés que l'on éprouve à mener à bien tout programme de masse quel qu'il soit, et il souhaite mettre sur pied un projet pilote qui permet-

PROJETS RÉGIONAUX

	<i>En dollars des Etats-Unis</i>
a) Programme de lutte contre la fièvre aphteuse (avec le Botswana)	2 173 600
b) Levé d'exploration pour un certain nombre de projets hydro-électriques sur le Zambèze (avec la Zambie)	3 160 000
c) Liaison par hyperfréquence — Bulawayo/Francistown	2 370 000
d) Aménagement du lac Kariba (avec la Zambie) :	
— Système de balisage (20 phares, amers, 200 nouvelles bouées)	505 000
— Plan directeur pour l'aménagement du lac (services consultatifs)	550 000
TOTAL	8 758 600

trait à environ 200 jeunes des deux sexes de se réinstaller dans chacune des huit premières communautés choisies pour cette expérience.

141. On a établi pour ce projet pilote un plan détaillé qui reviendrait à peu près à 1 million de dollars zimbabwéens. Ce plan prévoit que l'on enverrait des spécialistes des questions d'organisation, de formation et d'agronomie dans chacune des communautés, que l'on fournirait les moyens de transport, les instruments et les matériels didactiques nécessaires et que l'on accorderait un certain nombre de bourses qui permettraient aux bénéficiaires de se former au monitorat de jeunes, aux activités coopératives, aux questions de crédit et à la commercialisation.

142. Le Ministère de la jeunesse, des sports et des loisirs voudrait que l'on évalue avec soin à son intention ce projet pilote afin de rectifier, si besoin est, la méthode appliquée dans l'espoir de pouvoir répéter massivement l'expérience dans toutes les zones rurales du pays.

Projets intéressant les femmes

143. Jusqu'à présent, les Africaines se voyaient refuser la possibilité de participer pleinement au développement économique et social du pays et faisaient l'objet d'une double discrimination, en tant qu'Africaines et en tant que femmes. Dans les régions rurales, elles ont dû assumer une tâche anormalement lourde dans l'agriculture de subsistance puisque beaucoup d'hommes des terres tribales travaillaient dans les fermes appartenant aux Européens ou dans les mines ou étaient partis vers les centres urbains à la recherche d'un emploi. On mesure l'ampleur du déséquilibre quand on voit la faible proportion de femmes (6,8 p. 100 seulement) qui travaillaient dans d'autres secteurs que l'agriculture. Elles y étaient le plus souvent infirmières, enseignantes ou domestiques, dans une proportion plus importante que dans la plupart des autres pays.

144. On ne dispose pas encore de statistiques satisfaisantes sur la population urbaine, mais il apparaît nettement que, dans les villes, un grand nombre d'Africaines travaillent essentiellement dans un secteur parallèle où elles sont marchandes ambulantes ou tiennent de petits commerces d'artisanat, d'alimentation ou de bière. Dans les villes, ces femmes n'ont à leur disposition ni structures organisées ni programmes sur lesquels s'appuyer pour améliorer leur condition. Même dans l'agriculture, leurs possibilités de participer pleinement à la vie de la société restaient jusqu'à maintenant limitées. Bien qu'elles jouaient un rôle prédominant dans la production vivrière, les femmes ne recevaient aucune formation, et les quelques vulgarisateurs agricoles qui exerçaient leurs activités dans les anciennes terres tribales étaient généralement des hommes qui refusaient de travailler aux côtés de femmes. Les femmes n'étaient pas admises à l'Institut d'enseignement agricole supérieur destiné à la formation des Africains, à Chibere.

145. Le Gouvernement zimbabwéen s'est rendu compte du rôle particulièrement utile qu'ont joué les femmes non seulement dans la lutte de libération, mais également au sein des mouvements politiques et dans les actions qui ont conduit à l'indépendance. Il tient maintenant tout particulièrement à ce que l'on ne revienne pas sur cette remarquable rupture avec la tradition et que l'on mette le plus rapidement possible en place des programmes qui permettront aux femmes de jouer un rôle essentiel dans la réinstallation de la population et dans la reconstruction nationale. Pour cela, il faudra nécessairement créer des institutions pour pouvoir améliorer les qualifications professionnelles des femmes et leur fournir à la fois la possibilité et les moyens de participer pleinement à la vie économique et politique du pays.

146. Le gouvernement voudrait donc créer pour les Zimbabwéennes, en dehors de la capitale, un centre national qui serait rattaché à des centres provinciaux. Le coût de la construction d'un centre national et de quatre centres régionaux est estimé à 1,1 million de dollars zimbabwéens.

147. En outre, le gouvernement souhaite vivement obtenir immédiatement l'assistance internationale qui permettra de faire fonctionner des centres locaux et d'assurer la formation des Zimbabwéennes à l'échelon local. Ces centres auraient pour fonction d'aider les femmes des régions rurales dans le cadre de programmes de retour à l'agriculture de subsistance, les femmes sans emploi des régions urbaines et les femmes du secteur parallèle, ainsi

que celles qui travaillent en qualité de domestiques. On évalue à 1,5 million de dollars zimbabwéens le coût d'établissement de ces centres.

8. Projets régionaux

148. Depuis 1965, il n'a pas été possible d'élaborer ou de mettre au point des projets de développement avec les pays africains indépendants de la région. L'absence de programmes et de projets de développement coordonnés dans la région s'est particulièrement fait sentir et a forcément conduit les différents pays de la région à faire des investissements et à planifier des projets de développement sans tenir compte des avantages et des économies qu'auraient entraînés des programmes coordonnés. En outre, certains programmes communs qui avaient été élaborés avant 1965 ont été bouleversés. Ces facteurs ont eu des conséquences particulièrement graves sur les programmes vétérinaires, la recherche agricole, les transports, les communications et les levés d'exploration pour les aménagements de bassins fluviaux.

149. Les pays d'Afrique australe gouvernés par la majorité mettent en place à l'heure actuelle des institutions et des structures régionales qui permettront de concevoir et d'exécuter des programmes de développement à l'échelle régionale. Comme première mesure, les gouvernements ont décidé de mettre sur pied à Beira (Mozambique) une commission des transports et des communications, et chacun des pays de la région a été prié d'étudier un secteur essentiel dans lequel la coopération régionale pourrait se révéler fructueuse.

150. Les projets régionaux auxquels les gouvernements soutiendraient donner la priorité n'ont pas encore été tous définis, mais il est clair qu'à la suite de l'accession à l'indépendance du Zimbabwe il existe un certain nombre de domaines où des projets régionaux de relèvement et de reconstruction sont nécessaires. La mission a défini quatre de ces domaines qui nécessitent une assistance internationale d'urgence. Le détail de ces projets est exposé au tableau 17. Au total, un montant de 8 758 600 dollars des Etats-Unis est nécessaire.

151. Outre les projets définis ci-dessus, il conviendrait d'examiner d'urgence trois autres domaines de coopération régionale pour procéder à l'élaboration des projets et des programmes de développement nécessaires. Le premier domaine concerne la création dans la région et le choix du lieu d'installation d'un institut de recherches d'agriculture pluviale qui pourrait être très intéressant et très profitable pour l'Angola, le Botswana, le Mozambique, la Zambie et le Zimbabwe. Le deuxième domaine concerne l'utilisation la plus rationnelle possible des installations existantes d'entretien, de réparation et de remise en état des locomotives à vapeur. A l'heure actuelle, le Mozambique et le Zimbabwe manquent de techniciens qualifiés pour maintenir en état de marche leurs parcs

de locomotives à vapeur. Ces deux pays, et éventuellement la Zambie, pourraient coopérer pour mettre au point un projet régional susceptible de recevoir une assistance internationale.

152. Le troisième domaine concerne l'énergie hydro-électrique. L'aménagement global d'un certain nombre de bassins fluviaux de la région doit être planifié dans un contexte régional, mais il demeure particulièrement urgent d'étudier les possibilités de production et de transport d'énergie hydro-électrique dans la région. Le Zimbabwe est tributaire pour son approvisionnement de l'importation d'électricité de Zambie. On s'attend que le développement de l'économie zambienne réduise la quantité d'électricité disponible pour l'exportation.

153. Avant l'indépendance du Zimbabwe, un programme important visant à répondre aux besoins en électricité du pays à partir d'une centrale thermique à Wankie a été mis au point. La deuxième étape de la construction de la centrale de Wankie qui, si elle entrait en service, devrait produire près de 1 000 mégawatts, coûterait environ 750 millions de dollars zimbabwéens. Cependant, il est possible qu'à plein régime la centrale hydro-électrique de Cabora Bassa ait une production d'électricité supérieure aux besoins du Mozambique au cours de la prochaine décennie et constitue une source d'énergie moins coûteuse pour le Zimbabwe. Il est indispensable de commencer immédiatement les études dans ce domaine car la mise en route de la deuxième étape de la construction de la centrale de Wankie est prévue pour 1983.

B. — BESOINS À LONG TERME EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT

154. Au cours de la brève période qui s'est écoulée depuis l'indépendance du Zimbabwe, le gouvernement de ce pays n'a pas été en mesure d'élaborer un programme de développement à long terme. Cependant, il est possible de définir un certain nombre de secteurs qui requièrent une attention immédiate. Il s'agit de l'élaboration d'un programme de développement rural intégré, d'un plan national d'enseignement et d'un programme consacré aux problèmes des centres urbains.

155. Le programme de développement rural intégré est l'un des programmes les plus hautement prioritaires mais, en même temps, l'un des plus difficiles à mettre au point en détail. Il nécessitera un programme de réforme agraire, une politique des prix et du crédit appropriée, la réinstallation de populations vivant dans des régions rurales surpeuplées et la création de centres commerciaux et de centres de services dans les régions rurales. De très nombreux renseignements sont disponibles à ce sujet, mais aucun programme reflétant les options du Gouvernement du Zimbabwe indépendant n'a encore été formulé. Toutefois, il est clair que la mise en valeur des régions rurales négligées du Zimbabwe entraînera d'énormes dépenses.

156. Il a été tenu compte de la nécessité d'entreprendre d'urgence la mise en valeur des zones rurales dans le budget 1980/81. Au total, plus de 12 millions de dollars zimbabwéens ont été affectés à l'achat de terres et à des programmes de développement rural. Le Gouvernement zimbabwéen a insisté sur la nécessité de mettre un plus grand nombre de terres à la disposition des paysans pauvres, car il estime que les inégalités de revenu généralisées ne pourront être corrigées que si l'on met davantage de terres à la disposition des paysans pauvres. Dans son exposé sur le budget du 24 juillet 1980, le Ministre des finances a fait remarquer que, malgré son désir d'allouer davantage de fonds à ce secteur, des contraintes diverses avaient empêché le gouvernement d'entreprendre un programme plus ambitieux pour l'exercice 1980/81. Le Ministre a fait appel à une assistance internationale supplémentaire pour le programme de développement rural, soulignant qu'une injection massive de fonds était nécessaire pour la mise en valeur et l'achat de terres.

157. En matière d'enseignement, les installations et moyens d'enseignement et de formation actuels ne permettent pas de répondre aux demandes auxquelles il faudra faire face. Il ne fait aucun doute qu'il faudra agrandir l'université et bâtir de nouvelles installations. De nouveaux équipements et du personnel supplémentaire seront nécessaires pour la formation professionnelle. Le système éducatif primaire et secondaire lui-même est insuffisant, et des ressources considérables seront nécessaires pour l'améliorer et le développer.

Tableau 18

PROJETS DE DÉVELOPPEMENT À LONG TERME

	<i>En dollars zimbabwéens</i>
a) Chemins de fer :	
— Achat de 56 locomotives électriques et conversion de 19 locomotives diesel en locomotives électriques	75 550 000
— Matériel pour les ateliers	40 000 000
— Nouveaux chantiers, dépôts et stations	8 300 000
— Nouvelles lignes de chemin de fer	48 000 000
— Rationalisation, nouveau tracé des voies et agrandissements	16 240 000
b) Routes :	
— Amélioration des routes	57 600 000
— Réparation des routes de district	38 100 000
c) Télécommunications :	
— Station terrienne	8 000 000
— Central téléphonique	3 000 000
— Extension des lignes téléphoniques aux régions rurales	17 000 000
d) Aviation civile :	
— Nouvelle aérogare à Salisbury	60 100 000
— Nouvel emplacement pour la piste de Kariba	13 500 000
— Nouvelle aérogare à Bulawayo	16 400 000
— Deux avions supplémentaires (737)	30 000 000
e) Aménagement de Kariba South (300 mégawatts)	
Seconde phase du projet de Wankie	750 000 000

158. En dépit du manque de ressources et des autres besoins urgents que le nouveau gouvernement doit satisfaire, un montant de 8,5 millions de dollars zimbabwéens a été alloué au programme d'enseignement pour 1980-1981. Ces fonds serviront à agrandir les installations de formation d'enseignants et un certain nombre d'écoles dans les zones urbaines et à construire quatre nouvelles écoles secondaires et 12 nouvelles écoles primaires.

159. En ce qui concerne la formation professionnelle, il a été prévu d'agrandir tous les collèges techniques afin de pouvoir admettre jusqu'à 50 p. 100 d'étudiants supplémentaires pour les former dans les métiers et les professions dont le pays a le plus urgent besoin.

160. A certains égards, la situation est également critique dans les centres urbains. A la suite de l'indépendance, on peut s'attendre qu'un grand nombre de personnes qui étaient à la charge d'un travailleur et qui auparavant ne pouvaient pas quitter les régions rurales se rendent dans les centres urbains pour le rejoindre, ce qui aggravera les problèmes soulevés par l'exode rural normal, qui pourrait rester élevé, même par rapport aux normes africaines, étant donné le temps qui ne manquera pas de s'écouler avant de pouvoir mettre en œuvre des programmes de développement rural intégré. A l'heure actuelle, on estime qu'il manque 37 000 logements dans les centres urbains et que le simple rattrapage de ce retard coûtera 70 millions de dollars zimbabwéens.

161. Il est difficile d'établir actuellement une estimation raisonnable des besoins de développement à long terme dans ces trois secteurs hautement prioritaires. Cependant, la mission a été en mesure de définir un certain nombre de projets de développement à long terme relatifs à l'élargissement de l'infrastructure économique de base du pays. Les détails de ces projets sont exposés au tableau 18.

162. Dans le domaine des transports, des télécommunications et de l'énergie, des projections détaillées des besoins sont régulièrement établies et mises à jour en raison du long délai que nécessite l'exécution de tout projet d'augmentation de capacité. En outre, les négociations en vue d'obtenir une assistance internationale pour ce

genre de projets tendent à être particulièrement longues. Par conséquent, l'énumération de ces projets de développement à long terme ne correspond pas nécessairement à des priorités de développement. Ces renseignements ont pour objectif de permettre de commencer le plus rapidement possible l'examen de ces investissements massifs. Le calendrier précis de ces investissements devra être déterminé en fonction des ressources disponibles et des besoins d'autres programmes urgents, en particulier du développement rural, de l'enseignement, de la santé et du logement urbain.

APPENDICE

Liste des projets de développement

1. AGRICULTURE ET SYLVICULTURE

a) Programme de sylviculture, vulgarisation et information

A pour objet de produire deux ou trois films de formation/vulgarisation en sylviculture pour un programme de cinq ans destiné à la promotion du bois, notamment en tant que produit d'exportation. Le coût est estimé à 119 000 dollars.

b) Boisement et reboisement

Projet de boisement à grande échelle en essences exotiques sur cinq réserves forestières (Mtao, Fuller, Gwaai, Chesa et Mafungabysi) qui serviront à produire du bois de chauffage et du bois d'industrie. Le coût est estimé à 224 000 dollars.

c) Création et remise en état de pépinières pour le boisement

A établir dans 30 districts comme base du programme national de boisement. Le coût, portant sur une période de cinq ans, est estimé à 2 960 000 dollars. Un montant équivalent serait nécessaire pour remettre en état les pépinières affectées par la situation récente en matière de sécurité. Coût total : 5 920 000 dollars.

d) Mise en valeur des eaux et du sol

Programme roulant de cinq ans pour régulariser la production agricole dans les zones arides et réaliser des implantations et concessions agricoles de taille rentable afin d'accueillir une population plus importante que celle qui peut être normalement installée sur des concessions en zone aride et d'accroître la productivité et le niveau de vie. Le coût estimatif pour la phase I, qui prendra cinq ans, s'élève à 146 000 dollars.

e) Installation sur des terres récemment acquises

Le projet concerne l'installation de candidats cultivateurs sur des terres de bonne qualité, acquises dans le secteur commercial, afin de remédier au problème posé par le besoin pressant de terres et d'améliorer les possibilités et le niveau de vie des candidats sélectionnés.

f) Etude de planification sur l'économie alimentaire nationale

Le but est d'évaluer les niveaux de production et de consommation à prévoir à la fois par denrée et en fonction des zones de production; coût estimatif : 220 000 dollars pour une période de six mois.

g) Aide alimentaire

Acquisition et distribution d'aliments pour la revalorisation des zones rurales (maïs, lait en poudre écrémé, huile végétale, etc.) en liaison, si possible, avec des activités de reconstruction.

h) Programme de formation du Ministère des terres de la réinstallation et du développement rural

Formation du personnel du Ministère à la gestion et à l'administration des exploitations agricoles coopératives; coût estimatif : 280 300 dollars.

i) Système d'enclos et lutte contre les maladies du bétail

Programme destiné aux zones rurales; coût estimatif : 6 millions de dollars pour deux ans.

j) Coopération multinationale pour la prévention des maladies des animaux et l'amélioration de la production du bétail

k) Développement communautaire dans les zones rurales aide à l'auto-assistance

Etablissement d'un projet pilote et amélioration de la vie rurale. Le coût est estimé à 425 000 dollars pour deux ans.

l) Atelier du Ministère des terres, de la réinstallation et du développement rural

Atelier ayant pour but d'informer le gouvernement de l'expérience acquise par d'autres pays africains en matière de peuplement des zones rurales; coût estimatif : 27 500 dollars.

m) Développement rural intégré

Création dans des zones géographiques déterminées de centres ruraux autonomes comprenant les services de base intégrés (électricité, routes, écoles, services de santé, etc.) afin de corriger les déséquilibres de développement antérieurs. Le coût de la phase I de ce programme de cinq ans est estimé à 266 800 dollars.

n) Développement urbain dans les zones rurales

A long terme, le but du projet est de créer dans les zones rurales des villes d'une certaine importance qui serviront de centres de développement. Dans l'immédiat, il faudrait procéder à l'établissement d'une carte des courbes de niveau, ce qui implique des capacités en matière de relevés, d'ingénierie et de gestion. Le coût de la phase I de ce programme de cinq ans s'élèvera à environ 25 620 dollars.

o) Atelier régional sur la colonisation et la recolonisation rurales

Le coût de l'assistance à cet atelier régional groupant des participants du Zimbabwe, du Botswana, de la Zambie, du Kenya et de la République-Unie de Tanzanie et organisé pour aider le gouvernement à mettre sur pied des programmes de colonisation rurale est estimé à 46 000 dollars.

2. INDUSTRIE

a) Services d'assistance à la petite industrie et à l'industrie rurale

Ce projet prévoit notamment des services consultatifs en matière de planification et d'ingénierie; son coût est estimé à 562 000 dollars pour une période de deux ans.

b) Enquête diagnostique sur le secteur industriel

Coût estimé à 154 800 dollars pour une période de quatre mois.

c) Secteurs de l'industrie et du traitement des minéraux : aide de préinvestissement et assistance financière

Assistance financière destinée, d'une part, à plusieurs projets de grande ampleur impliquant des emprunts sur les marchés extérieurs pour 250 millions de dollars zimbabwéens et, d'autre part, à la société Development Finance Corporation pour l'implantation de petites industries (montant estimatif : 30 millions de dollars zimbabwéens pour les trois prochaines années). Enfin, aide de préinvestissement à la même société (montant estimatif : 2 millions de dollars zimbabwéens).

d) Mise en place de complexes sidérurgiques multinationaux et d'industries métallurgiques connexes

Projet lié aux gisements de minerai de fer et de métaux connexes dans la sous-région.

e) *Institut de recherche minière*

Aide pour l'achat de matériel et pour l'amélioration des moyens de recherche mis à la disposition des étudiants diplômés.

f) *Relevé géophysique aérien du Zimbabwe*

Projet de cinq ans d'un coût estimé à 5 millions de dollars.

g) *Levé topographique et sismique*

Levé destiné à rechercher les gisements de sel. Coût estimé à 700 000 dollars pour cinq ans.

h) *Relevé gravimétrique national*

Commencé en 1976 mais ensuite abandonné. Le coût est estimé à 1 million de dollars.

i) *Aide au Département de la métallurgie*

Cette aide a pour but d'améliorer les équipements et de fournir des services consultatifs; coût estimatif : 1,5 million de dollars pour une période de cinq ans.

3. ENERGIE

a) *Laboratoire de recherche sur le charbon*

La mise en service de ce laboratoire entraînera surtout des dépenses d'équipement d'un montant estimatif de 800 000 dollars pour cinq ans.

b) *Etude sur la possibilité de produire des combustibles synthétiques à partir du charbon*

Il s'agit d'une assistance consultative préparatoire à la construction d'une usine de liquéfaction du charbon; son coût est estimé à 20 000 dollars.

c) *Options technologiques et sources d'énergie de type non classique*

Ce projet inclut une mission d'assistance préparatoire d'un coût estimé à 10 000 dollars et un projet éventuel d'une durée de trois ans et d'un coût maximum de 500 000 dollars.

4. EAU

a) *Mise en valeur des ressources en eaux souterraines*

Services de consultants, équipements de drainage et autres fournitures pour accroître l'utilisation des eaux souterraines; coût estimé à plusieurs millions de dollars.

b) *Service de recherche sur les eaux souterraines au Département de la gestion des sols (Université du Zimbabwe, faculté d'agriculture)*

L'aide à ce projet porte sur des consultants, du matériel et des moyens de transport; son coût est estimé à 4 540 000 dollars pour trois ans.

c) *Formation de techniciens en matière d'irrigation*

Institution de cours de formation de six mois pendant une période de cinq ans; coût estimatif : 1 204 000 dollars.

5. LOGEMENT

Construction de logements pour population à bas revenus

Préparation d'un programme national accéléré de logement comprenant les trois phases suivantes : assistance préparatoire de consultants; étude sur le logement et construction de logements pilotes; institution d'un programme national de construction de logements. Le coût des deux premières phases est estimé à 990 000 dollars.

6. COMMERCE EXTÉRIEUR

a) *Projets multinationaux*

Participation à certains projets multinationaux de la CNUCED comportant une assistance en matière de politique commerciale et de négociations commerciales, l'utilisation du système généralisé de préférences, la coopération économique entre pays en développement, le développement du commerce avec les pays socialistes et la recherche de sources d'importation. Les coûts principaux seraient couverts par les projets multinationaux existants.

b) *Promotion du commerce*

Assistance technique en matière de promotion du commerce : mise au point d'une stratégie pour la promotion du commerce, identification de produits exportables, études diverses, renforcement des services techniques d'exportation et estimation des besoins et des ressources en matière de formation. Le coût est estimé à 150 000 dollars par an.

c) *Coopération économique multinationale*

Assistance de l'Organisation de l'unité africaine au Zimbabwe en vertu du Plan d'action de Lagos adopté par les chefs d'Etat et de gouvernement des pays africains à Lagos le 29 avril 1980; le but est de promouvoir une coopération économique multinationale et de créer d'ici à l'an 2000 une communauté économique africaine. Les principaux points concernés par cette assistance visent à assurer l'autonomie alimentaire, à mettre en place une infrastructure matérielle et sociale adéquate, à pourvoir aux besoins en énergie et à développer la science et la technologie.

d) *Participation du Zimbabwe à la zone d'échanges préférentiels des Etats d'Afrique orientale et d'Afrique australe*

7. POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

a) *Télécommunications*

Six projets dans le domaine des télécommunications. (Les projets relatifs à la radiodiffusion seront formulés ultérieurement.) La liste ci-après énumère les différents projets et donne une estimation des ressources financières extérieures nécessaires :

	<i>Millions de dollars</i>
Planification des services de télécommunications	0,42
Liaison hyperfréquence Bulawayo-Victoria Falls	3,20
Etude des besoins de formation	2,00
Gestion et contrôle des fréquences	0,12
Remise en service des moyens de télécommunications endommagés pendant la guerre	2,80
Mise en place du réseau intégré de télécommunications panafricain	1,60

b) *Services postaux*

Deux projets : l'un concerne l'amélioration des services postaux dans les zones rurales, le but recherché étant d'aider les postes et télécommunications à ouvrir au moins un bureau de poste dans chaque communauté rurale ou village; l'autre porte sur la main-d'œuvre et la formation dans les services postaux et vise essentiellement à promouvoir au rang de commis les employés de niveau inférieur déjà en poste (l'Union postale universelle financera à cette fin deux missions consultatives à court terme de trois mois chacune en 1980 et 1981). Les autres contributions internationales nécessaires pour acheter le matériel voulu pour les bureaux de poste des zones rurales sont estimées à 500 000 dollars.

8. ROUTES, CHEMINS DE FER ET TRANSPORTS

a) *Assistance dans le domaine du transport en transit*

Assistance dans le domaine du transport en transit au Zimbabwe (RAF/77/017/Satellite B) afin de repérer les goulets d'étranglement

dans ce domaine et de proposer des mesures correctives étalées sur deux ans; coût estimatif : 1 130 000 dollars.

b) *Transports aériens*

Il s'agit de fournir le personnel d'exploitation dont le pays a besoin d'urgence pour occuper les postes vacants et superviser la formation de leurs homologues zimbabwéens afin d'assurer le maintien des normes de sécurité de l'aviation civile internationale. On propose un projet de trois ans d'un coût estimatif de 864 000 dollars pour le financement des services d'experts et de 240 000 dollars pour l'octroi de bourses.

c) *Transports*

Coopération entre les Etats voisins dans divers domaines des transports et communications.

9. TRANSPORTS MARITIMES

a) *Etude hydrographique et fourniture des aides nécessaires à la navigation sur le lac Kariba*

Il s'agit d'entreprendre une étude hydrographique du lac pour faciliter la navigation et développer les activités économiques connexes dans la zone : pêche, navigation intérieure, communautés de développement, etc. On envisage, au stade initial, d'organiser une mission composée de deux personnes chargée de faire pendant un mois une étude de faisabilité; coût estimatif : 15 000 dollars.

b) *Mise au point d'une politique nationale des transports maritimes et d'une infrastructure administrative appropriée*

Ce projet a pour but de réviser toute la politique relative aux transports maritimes et de définir une nouvelle politique en matière de commerce et de transport. Il durera plus de deux ans et demi et le coût en est estimé à 250 000 dollars.

10. TOURISME

Formation du personnel travaillant dans l'industrie touristique

Il s'agit d'ouvrir une nouvelle école pour le personnel hôtelier, les agences de voyages, etc.; coût initial : 1,9 million de dollars.

11. POPULATION ET MAIN-D'ŒUVRE

- a) *Recensement de la population en 1981.*
- b) *Enquête démographique par sondage sur les taux de fécondité et de mortalité et les tendances dans le domaine des migrations.*
- c) *Création d'un groupe d'analyse démographique.*
- d) *Enseignement de la démographie économique.*
- e) *Education et diffusion d'informations sur les questions de population.*

f) *Volontaires des Nations Unies*

Il s'agit d'un projet plurisectoriel d'assistance visant à renforcer le Ministère de la planification et du perfectionnement de la main-d'œuvre en le dotant de techniciens qualifiés qui satisferont temporairement aux besoins opérationnels du Ministère soit au Ministère même, soit, au besoin, dans d'autres ministères. Ce projet emploiera une quinzaine de volontaires, le coût annuel étant de 10 000 dollars par personne. Le coût total pour la période 1980-1982 est estimé à 325 000 dollars et 90 000 dollars respectivement.

g) *Main-d'œuvre et administration*

Assistance accordée dans les domaines suivants : programmes d'urgence en matière d'emploi, notamment programmes de travaux publics à forte intensité de travail dans les zones rurales; nouvelles politiques des revenus et des salaires visant à réduire les inégalités

actuelles excessives; enquête sur la main-d'œuvre; planification et perfectionnement de la main-d'œuvre; sécurité et santé professionnelles; amélioration des méthodes de gestion; formation professionnelle; réadaptation professionnelle; développement des coopératives; organisation des travailleurs; législation du travail; assistance en programmation au Ministère du travail. La plupart de ces activités nécessiteront de nouvelles consultations avant qu'on puisse formuler exactement les programmes et en évaluer les coûts.

h) *Formation professionnelle en matière de reconstruction*

Il s'agit de former dans les zones rurales des agents polyvalents en mécanique et en construction; coût estimatif : 2 millions de dollars par an pour huit centres de formation.

i) *Formation de cadres industriels moyens*

Y compris une mission préparatoire de planification des programmes et une équipe d'experts qui assurera la formation; coût estimatif : 813 000 dollars.

j) *Enquête sur les services de formation industrielle et les besoins en matière de formation*

Trois mois de services de consultants; coût estimatif : 36 000 dollars.

k) *Recrutement de conférenciers pour diverses questions techniques*

Trente conférenciers au maximum à partir de mai 1981; coût : 400 000 dollars.

l) *Assistance à l'Institut de formation pour les industries extractives de Bulawayo*

Coût encore indéterminé.

m) *Perfectionnement de la main-d'œuvre*

Il s'agit d'un programme coordonné de bourses à l'étranger et de services de formation et de recherche dans divers instituts régionaux et sous-régionaux ainsi que de séminaires et d'ateliers spécialisés concernant l'administration publique et la gestion.

n) *Ministère des mines et des ressources énergétiques*

Assistance en matière de formation du personnel, comprenant notamment des services consultatifs, du matériel et des bourses, coût total : 1 176 000 dollars pour une période de cinq ans.

o) *Perfectionnement de la main-d'œuvre dans le domaine de la santé*

Il s'agit d'une aide dans les domaines suivants : formation de la main-d'œuvre pour le système sanitaire national, enseignement de la santé publique à l'Université du Zimbabwe et dans d'autres établissements formant les futurs médecins et le personnel paramédical. Il faudra prévoir des services d'enseignants et l'octroi de bourses d'étude.

p) *Météorologie*

Projet de formation à la météorologie qui permettrait de former 13 météorologues à Nairobi et quatre techniciens des instruments au Caire; coût estimatif : 560 000 dollars.

12. Les femmes

a) *Participation des femmes au processus de développement*

Il s'agit de créer un centre national pour les femmes zimbabwéennes et des centres provinciaux dans les zones rurales. La contribution internationale (notamment services d'experts et bourses) est estimée à 1 000 200 dollars (non compris les bâtiments) pour la période allant de juillet 1980 au 31 décembre 1981.

b) *Rôle économique des femmes rurales zimbabwéennes dans le développement*

Il s'agit d'intégrer les femmes dans les programmes nationaux de développement rural; coût estimatif : 4,6 millions de dollars pour cinq ans.

c) *Intégration des femmes au développement*

Il s'agit de fournir des services de formation, de recherche et de planification à l'intention des femmes afin de les faire participer davantage au processus national de développement.

13. *Les jeunes*

a) *Services consultatifs en matière de politiques et de programmes*

Il s'agirait de fournir des services de consultants pendant quatre à six semaines à partir de juillet 1980.

b) *Centres de jeunes pour le développement*

Création d'un réseau national de centres de jeunes pour le développement. Le coût des éléments experts, consultants, matériel et bourses est estimé à 225 300 dollars pour la période allant du 1^{er} octobre 1980 au 31 décembre 1981.

c) *Programme d'établissement de communautés de jeunes*

Participation prévue de 200 jeunes (huit communautés); coût estimatif : 1 272 000 dollars pour deux ans à partir de 1980.

14. *PLANIFICATION ET ADMINISTRATION*

a) *Planification, gestion et réorientation du secteur externe*

Comprendrait des services consultatifs en matière de planification du commerce extérieur, d'assurance-crédit à l'exportation, de politiques technologiques et de facilitation des échanges, de régulation des courants financiers et de gestion de la dette extérieure, ainsi que des journées d'étude à Salisbury sur des questions relatives au commerce international. Le coût total est de 306 000 dollars pour une période de 18 mois.

b) *Planification du développement régional utilisation du sol et investissement*

Le projet vise à établir des principes directeurs et des mécanismes de contrôle pour les investissements effectués à des fins de relèvement et de reconstruction. L'apport des services consultatifs est estimé à 1,5 million de dollars pour deux ans.

c) *Institut zimbabwéen d'administration du développement*

L'assistance comprendrait des services d'experts et du matériel pour la création de l'Institut, à un coût estimatif de 885 900 dollars pour un an.

d) *Services de consultants auprès du Ministère de l'éducation et de la culture*

Ils seraient chargés de l'administration du secteur éducatif et des services culturels; le coût est de 12 000 dollars.

e) *Services consultatifs auprès du gouvernement*

Notamment dans le domaine de la planification physique et des établissements humains, de la population et de l'industrie du bâtiment.

f) *Planification du développement*

Des dispositions urgentes doivent être prises pour affecter trois conseillers de haut niveau au Ministère de la planification économique et du développement, notamment pour entreprendre une

analyse macro-économique, définir une politique économique et établir un plan, coordonner les activités d'exécution du plan et assurer le financement du développement. On aura également besoin de consultants à court terme à diverses étapes du processus de planification. Comme le Ministère est encore en cours de formation, des services d'appui logistique (véhicules et matériel de bureau) seront nécessaires. Le coût estimatif du projet, qui durera environ trois ans, est de 985 000 dollars.

15. *SCIENCE ET TECHNOLOGIE*

a) *Conseil national de la recherche scientifique et mise au point d'une politique de la science et de la technologie*

Assistance au Conseil.

b) *Création d'un laboratoire de recherche sur l'argile*

Le coût des apports, consistant surtout en matériel, est estimé à 400 000 dollars pour cinq ans.

c) *Laboratoire d'isotopes*

Le coût estimatif du matériel est de 550 000 dollars.

d) *Département des sciences biologiques*

Le coût de l'assistance à l'Université du Zimbabwe, avec l'apport en matériel et en personnel, est de 430 000 dollars pour trois ans.

e) *Station de recherche Hostes-Nicoll sur la faune et la flore sauvages (sur le fleuve Sengue)*

Il s'agit de formuler à nouveau et d'étendre le programme de recherche. Les bourses de perfectionnement, d'un montant estimatif de 100 000 dollars, constituent le principal élément de ce projet.

f) *Station de recherche limnologique du lac Kariba (Sinamwendo)*

Réaménagement et reconstruction de cette station et fourniture de bourses de perfectionnement; coût total : 205 000 dollars pour une période de trois ans.

g) *Services de recherche industrielle*

Il s'agit de créer un centre de recherche industrielle; première étape : une mission préparatoire de deux mois.

h) *Droits de propriété*

Le coût d'une assistance en vue de mettre en place l'infrastructure nécessaire à l'administration des droits de propriété intellectuelle est estimé à 150 000 dollars pour trois ans.

i) *Association de normalisation*

Le coût de l'assistance (mission préparatoire d'un expert du contrôle des normes et de la qualité) est estimé à 5 000 dollars.

16. *EDUCATION ET FORMATION*

a) *Programme de formation pour les maîtres de l'enseignement primaire*

Coût estimatif de 150 000 dollars pour deux ans, y compris la rémunération du directeur du projet.

b) *Enseignement scientifique à l'école primaire*

Vise à faire réexaminer le programme par des consultants; le coût est de 10 000 dollars.

c) *Mise au point et production de matériel pédagogique*

Y compris des ouvrages en deux langues (le shona et le ndebele). Le coût estimatif du service consultatif est de 12 000 dollars.

d) *Ecoles normales*

Le coût estimatif de la construction de trois bâtiments, y compris les études de préinvestissement, et de la fourniture du matériel est de 9 millions de dollars zimbabwéens; celui de l'assistance technique (services d'experts et bénévoles) est estimé à 500 000 dollars.

e) *Services de consultants en matière de locaux d'enseignement*

A pour but de fournir des avis qualifiés en matière d'architecture et d'aménagement des bâtiments scolaires pour les écoles secondaires rurales envisagées; le coût estimatif est de 15 000 dollars.

f) *Professeurs d'enseignement secondaire à titre temporaire*

La participation aux traitements et aux frais de voyage de 100 professeurs venus de l'étranger suppose une aide extérieure d'un montant de 684 200 dollars.

g) *Place des langues nationales dans l'enseignement*

La création d'un centre linguistique zimbabwéen est envisagée. Ce projet est basé sur le recrutement de deux professeurs de langue (un pour le shona, un pour le ndebele).

h) *Formation de planificateurs à l'Université du Zimbabwe*

Il s'agit de la formation d'étudiants du premier ou du deuxième cycle; la première phase de ce projet consiste en une étude complète de faisabilité, d'un coût estimatif de 25 000 dollars.

i) *Formation à la prospection géophysique*

Le principal apport consiste en matériel d'un coût estimatif de 800 000 dollars pour cinq ans.

j) *Amélioration des installations de l'Université du Zimbabwe*

Il s'agit de la construction d'une salle d'examen, d'un salon de repos, d'un amphithéâtre de conférences et d'un centre de traitement informatique ainsi que de l'agrandissement de la bibliothèque; l'investissement initial est de 16 millions de dollars au total.

k) *Enseignement agricole à l'Université du Zimbabwe*

Le but est de dispenser une formation agricole pratique sur une exploitation de 40 hectares dépendant de l'Université, avec un investissement initial estimé à 1,5 million de dollars et des dépenses de fonctionnement annuel qui s'élèveraient initialement à 180 000 dollars.

l) *Prolongement du cours d'agriculture donné à l'Université du Zimbabwe*

Le programme passera de trois à quatre années de manière à inclure une année de travaux pratiques.

m) *Faculté des sciences vétérinaires de l'Université du Zimbabwe*

Création des installations nécessaires moyennant un investissement initial de 1,8 million de dollars et des dépenses initiales de fonctionnement annuelles de 400 000 dollars.

17. MOYENS D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION

a) *Bureaux d'information provinciaux*

Leur création a pour but de faire pénétrer dans les zones rurales la radio, la télévision, la presse et le cinéma; le coût estimatif est de 720 000 dollars pour une période de trois ans.

b) *Institut des communications de masse*

L'Institut formera le nombreux personnel nécessaire à l'extension envisagée de la radio, de la télévision, du cinéma, de la presse, des services de relations publiques et d'informations locales et à leur utilisation en vue de l'appui au développement, notamment dans les zones rurales. Le coût des services d'experts, des bâtiments et du matériel est estimé à 2 348 000 dollars pour une période de cinq ans.

c) *Département des services de production de l'information*

Il s'agit de renforcer les services de production en fournissant des bourses pour la formation ainsi que du matériel; le montant total des dépenses est de 750 000 dollars pour une période de trois ans.

18. SANTÉ

a) *Médecine préventive et lutte contre les maladies*

Il s'agit de mettre sur pied, avec l'assistance de consultants, un programme de lutte contre les maladies, un programme de santé mentale et un programme d'hygiène industrielle, notamment à l'intention de la population rurale.

b) *Médicaments*

L'assistance facilitera l'achat de médicaments en grandes quantités et le développement de l'industrie pharmaceutique nationale. Des services de consultants seront nécessaires pour établir une politique nationale de gestion des médicaments.

c) *Programme alimentaire et nutritionnel*

Il s'agit de collaborer au programme alimentaire et nutritionnel, notamment par une enquête nutritionnelle et la mise au point d'une politique nutritionnelle.

d) *Planification et gestion sanitaires*

L'assistance consistera à établir pour le gouvernement un plan de promotion sanitaire et à renforcer le service de planification du Ministère de la santé.

e) *Programme de vaccination*

Il s'agit de vacciner la population contre les principales maladies infectieuses, ce qui implique l'acheminement de fournitures et la formation de personnel.

f) *Politique de la population (santé maternelle et infantile)*

Le but est d'abaisser le taux élevé de mortalité maternelle et infantile.

g) *Soins de santé primaires*

Le développement des soins de santé primaires vise à fournir les ressources nécessaires à la formation de personnel et à l'utilisation de services de consultants.

h) *Approvisionnement en eau et assainissement de base*

Il s'agit de formuler des plans d'approvisionnement de la population rurale en eau salubre et de fournir à cette fin l'assistance de services de consultants.